

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1619

20 juillet 2011

SOMMAIRE

Aberdeen Asia III Property Fund of Funds	77705	Invia S.A.	77711
A.B.S.C. S.A.	77709	JPMorgan Private Bank Funds I	77668
Ace Asset Management Holding S.A.	77708	Larissa S.A.	77669
Ace Fund Consultant S.A.	77708	LaSalle Zama S.à r.l.	77709
Ana Holding S.A., SPF	77666	LBREP III Europe S.à r.l., SICAR	77706
Artico SIF-SICAV	77693	Legg Mason Managed Solutions SICAV ..	77710
Au Sud de l'Est Sàrl	77711	Leyla S.A.	77667
Bardusch & Gehrsitz Alpha Fonds	77692	Logica Luxembourg S.A.	77710
Basinco Holdings S.A., SPF	77668	Logica Luxembourg S.A.	77710
BBA sàrl	77688	Magna SPF S.A.	77666
Berenberg Fund-of-Funds	77687	Marigny S.A., SPF	77670
Berenberg Global Opportunity	77687	Mediterranean Shipping Properties (M.S.P.) S.A.	77707
Berenberg Investmentfonds	77687	Neuheim Lux Group Holding V	77712
Berenberg Systematic Approach	77687	Nuadi Holdings S.à r.l.	77707
CF Isarvest Europe Certificates	77693	Parimo S.A.	77707
Discovery S.A.	77668	pulse invest	77691
ECAN Global Opportunities	77693	Schroder Capital Investments Fund	77709
Econocom Location Luxembourg S.A. ...	77711	Schroder Investment Management (Lu- xembourg) S.A.	77709
ERE III Nineteen S.à r.l.	77675	Sealed Air Luxembourg (I) S.à r.l.	77707
ERE III Twenty S.à r.l.	77681	Sealed Air Luxembourg S.à r.l.	77708
Europe Computer Systemes Luxembourg SA	77711	Sealed Air Luxembourg S.C.A.	77708
F.C.E. CAD S.A.	77667	Sky Real Estate S.A.	77666
Flossbach von Storch	77688	Staedel Hanseatic Sicav	77669
Generalcorp	77674	Transnational Financial Investments S.A.	77667
Generalcorp	77670	Triton-Vestar Luxco S.à r.l.	77712
Generalcorp	77672	VR Anlage	77690
Generalcorp	77674	VR Vip	77691
Happy Greens Bourglinster S.A.	77691	Zeppelin Park	77706
Happy Greens S.A.	77691		

Ana Holding S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 75.064.

L'Assemblée Générale Ordinaire convoquée pour le jeudi 30 juin 2011 à 10.00 heures n'ayant pu délibérer sur la décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société, faute de quorum de présence,

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 25 août 2011 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011101386/755/17.

Magna SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 7, rue du Fort Rheinsheim.

R.C.S. Luxembourg B 42.332.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 05 août 2011 à 13h00 au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et comptes de profits et pertes et affectation des résultats au 31.12.2010.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration .

Référence de publication: 2011101387/1031/15.

Sky Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 137.481.

L'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 2011 n'ayant pu se tenir comme prévu,

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 11 août 2011 à 10.30 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011101388/755/20.

F.C.E. CAD S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1128 Luxembourg, 37, Val Saint André.

R.C.S. Luxembourg B 41.765.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires de notre société qui se tiendra extraordinairement au siège social en date du 29 juillet 2011 à 10.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010
3. Affectation du résultat de l'exercice 2010 - distribution d'un dividende
4. Décharges à donner aux administrateurs et au commissaire pour l'exercice 2010.
5. Divers

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2011081039/17.

Leyla S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 67.392.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 28 juillet 2011 à 17:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2010
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011089421/696/15.

Transnational Financial Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2680 Luxembourg, 10, rue de Vianden.

R.C.S. Luxembourg B 34.227.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIREqui se tiendra extraordinairement le lundi 1^{er} août 2011 à 10.00 heures au siège social de la Société.*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux comptes pour l'exercice social du 1/1/2010 au 31/12/2010,
2. Approbation du bilan et du compte de Profits et Pertes pour l'exercice social du 1/1/2010 au 31/12/2010,
3. Affectation du résultat,
4. Décharge aux administrateurs et Commissaire aux comptes pour la période du 1/1/2010 au 31/12/2010,
5. Réélection de Monsieur Gérard DECKER au poste de Commissaire aux comptes de la Société pour une durée de 1 an,
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011094910/6053/19.

Basinco Holdings S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial (en liquidation).

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 18.684.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DES ACTIONNAIRES

qui se tiendra le vendredi 29 juillet 2011 à 11.00 heures au siège de la société, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2010
2. Présentation du rapport du Liquidateur
3. Nomination du Commissaire-vérificateur
4. Causes justificatives ayant empêché la clôture de la liquidation
5. Fixation d'une nouvelle assemblée qui entendra le rapport du commissaire-vérificateur, donnera décharge au Liquidateur et prononcera la clôture de la liquidation
6. Divers

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de l'Assemblée ne requièrent aucun quorum et que les décisions seront prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés.

Tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, qu'il soit actionnaire ou non, une action donnant droit à une voix.

Les votes par procuration ne pourront être pris en compte que si les pouvoirs sont parvenus au siège social de la société au plus tard deux jours avant la date de l'assemblée générale extraordinaire.

Le Liquidateur.

Référence de publication: 2011094912/24.

Discovery S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 28.991.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 28 juillet 2011 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 mars 2011, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 mars 2011.
4. Décision de la continuation de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011096316/1023/17.

JPMorgan Private Bank Funds I, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 114.378.

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders (the "Meeting") of JPMorgan Private Bank Funds I (the "Company") will be held on Friday, 29 July 2011 at 12.00 CET, at the Registered Office of the Company, with the following Agenda:

Agenda:

1. Presentation and approval of the Report of the Board of Directors for the accounting year ended March 31, 2011.
2. Presentation of the Report of the Auditors for the accounting year ended March 31, 2011.
3. Approval of the Financial Statements for the accounting year ended March 31, 2011.

4. Discharge of the Board of Directors in respect of their duties carried out for the accounting year ended March 31, 2011.
5. Approval of Directors' Fees.
6. Re-election of Mr Jacques Elvinger, Mr Benoit Dumont, Mr Alain Feis, and Mr Jean Fuchs to serve as Directors of the Company until the Annual General Meeting of Shareholders approving the Financial Statements for the accounting year ending on March 31, 2012.
7. Re-election of PricewaterhouseCoopers S.à r.l. to serve as Auditors of the Company until the Annual General Meeting of Shareholders, approving the Financial Statements for the accounting year ending on March 31, 2012.
8. Allocation of the results as per the Audited Annual Report for the accounting year ended March 31, 2011.
9. Consideration of such other business as may properly come before the Meeting.

VOTING

Resolutions on the Agenda of the Meeting will require no quorum and will be taken at the majority of the votes expressed by Shareholders present or represented at the Meeting.

VOTING ARRANGEMENTS

Shareholders who cannot personally attend the Meeting are requested to use the prescribed Form of Proxy. Completed Forms of Proxy must be received by no later than the close of business in Luxembourg on Wednesday, 27 July 2011 at the Registered Office of the Company (Client Services Department, fax +352 3410 8000).

By order of the Board of Directors.

Référence de publication: 2011094917/755/32.

Larissa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 22.316.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 28 juillet 2011 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 mars 2011, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 mars 2011.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011096321/1023/16.

Staedel Hanseatic Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 132.962.

Die Aktionäre sind eingeladen, an der

AUSSERORDENTLICHEN GESELLSCHAFTERVERSAMMLUNG

der SICAV teilzunehmen, die am 29. Juli 2011 um 11.00 Uhr in den Geschäftsräumen der LRI INVEST S.A., 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, mit der folgenden Tagesordnung stattfindet:

Tagesordnung:

1. Beschluss der Auflösung der SICAV
2. Ernennung der LRI Invest S.A., vertreten durch Herrn Bernd Schlichter und Frau Alexandra Beining, zum Liquidator
3. Sonstiges

Die außerordentliche Gesellschafterversammlung ist beschlussfähig, wenn ein Anwesenheitsquorum von 50 Prozent der ausgegebenen Aktien vertreten ist. Ein Beschluss wird ordnungsgemäß gefasst, sofern eine Mehrheit von zwei Dritteln der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktionäre für den Beschluss stimmt. Für den Fall, dass anlässlich der außerordentlichen Gesellschafterversammlung das oben genannte Quorum nicht erreicht wird, wird eine zweite außerordentliche Gesellschafterversammlung an der gleichen Adresse einberufen, gemäß den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts, um über die auf der o.a. Tagesordnung stehenden Punkte zu beschließen. Anlässlich dieser Versammlung ist kein Anwesenheitsquorum verlangt und die Beschlüsse werden mit einer zwei Drittel (2/3) Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder der vertretenen Aktionäre getroffen.

Im Einklang mit Artikel 12 (f) der Satzung der SICAV wird die Ausgabe und die Rücknahme von Aktien ab dem 11. Juli 2011, d.h. am Tag der Veröffentlichung der ersten Einladung zur außerordentlichen Gesellschafterversammlung eingestellt. Die Berechnung des Nettoinventarwertes wird gemäß der Satzung der SICAV mit Datum vom 29. Juli 2011 eingestellt und für den Fall, dass in der ersten außerordentlichen Gesellschafterversammlung kein Quorum erreicht wird, am Tag der zweiten außerordentlichen Gesellschafterversammlung.

Die Aktionäre, die an der Gesellschafterversammlung teilnehmen möchten, werden aus organisatorischen Gründen gebeten, die SICAV mindestens fünf Kalendertage vor dem 29. Juli 2011 schriftlich (per Brief oder Vollmacht) davon in Kenntnis zu setzen.

Staedel Hanseatic Sicav

Der Verwaltungsrat

Référence de publication: 2011094918/2501/32.

Marigny S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 28.994.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 28 juillet 2011 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 mars 2011, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 mars 2011.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011096322/1023/16.

Generalcorp, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 62.660.

L'an deux mille dix, le dix-sept septembre,
par-devant Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg,
s'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de «GENERALCORP» (ci-après la «Société»), ayant son siège social au 50, avenue J.-F. Kenedy, L-2951 Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 62.660, constituée suivant acte notarié en date du 9 janvier 1998, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»), numéro 97 du 14 février 1998.

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reu par le notaire soussigné en date du 9 juin 2008, publié au Mémorial numéro 1631 du 3 juillet 2008.

L'Assemblée générale est ouverte à 10.00 heures au siège social, sous la présidence de Madame Françoise Konrad, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg,

qui nomme comme secrétaire Madame Aurore Collignon, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

L'Assemblée élit comme scrutatrice Madame Valérie Letellier, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter que:

A) Conformément à l'article 70 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (la «Loi de 1915»), les convocations établissant l'ordre du jour de l'assemblée ont été envoyées aux actionnaires nominatifs le 8 septembre 2010.

B) L'ordre du jour de l'assemblée générale est le suivant:

Ordre du jour

I. Mise à jour des statuts de la Société (les «Statuts») afin de refléter les modifications suivantes:

1. Modification de l'Article 2 «Siège Social» des Statuts comme suit:

«Le siège social de la Société est établi à Hesperange, Grand-Duché de Luxembourg. La Société peut établir, par simple décision du conseil d'administration, des succursales, des filiales ou des bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire, de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger, se présentent ou paraissent imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.»

2. Modification de l'Article 28 «Dépositaire» des Statuts comme suit:

«La Société conclura un contrat de dépôt avec un établissement bancaire au sens de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier (le "Dépositaire").

Le Dépositaire a les pouvoirs et charges tels que prévus par la Loi du 13 février 2007.

Si le Dépositaire désire se retirer, la Société s'efforcera de trouver un nouveau dépositaire dans les deux mois. La Société peut décider de changer de Dépositaire mais ne le démettra de ses fonctions seulement au moment où il aura nommé un nouveau dépositaire.»

II. Modification de la composition du conseil d'administration

1. Ratification de la cooptation de Madame Barbara Bavay aux fonctions d'administrateur en remplacement de Monsieur Jean Pfeiffenschneider, administrateur démissionnaire.

III. Divers

C) Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement;

D) Il apparaît, selon la liste de présence, que sur les 878.688 actions en circulation, 878.688 actions sont présentes ou représentées;

E) Les actionnaires présents ou représentés se reconnaissent dûment convoqués et déclarent avoir par ailleurs eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable;

F) En conséquence la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour.

Après délibération, l'assemblée générale des actionnaires (ci-après «Assemblée Générale») prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier l'Article 2 «Siège Social» des Statuts comme suit:

«Le siège social de la Société est établi à Hesperange, Grand-Duché de Luxembourg. La Société peut établir, par simple décision du conseil d'administration, des succursales, des filiales ou des bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire, de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger, se présentent ou paraissent imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.»

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier l'article 28 «Dépositaire» des Statuts comme suit:

«La Société conclura un contrat de dépôt avec un établissement bancaire au sens de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier (le "Dépositaire").

Le Dépositaire a les pouvoirs et charges tels que prévus par la Loi du 13 février 2007.

Si le Dépositaire désire se retirer, la Société s'efforcera de trouver un nouveau dépositaire dans les deux mois. La Société peut décider de changer de Dépositaire mais ne le démettra de ses fonctions seulement au moment où il aura nommé un nouveau dépositaire.»

Troisième résolution

L'Assemblée Générale décide de ratifier la cooptation de Madame Barbara Bavay, employée de banque, née à Cologne (Allemagne), le 3 décembre 1967, demeurant professionnellement au 50 avenue J.F. Kennedy, L-2951 Luxembourg, aux fonctions d'administrateur en remplacement de Monsieur Jean Pfeiffenschneider, administrateur démissionnaire.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, au siège social de la Société, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, lesdits comparants ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. KONRAD, A. COLLIGNON, V. LETELLIER et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 24 septembre 2010. LAC/2010/41835. Reçu soixante quinze euros € 75,-

Le Receveur (signé): FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 5 octobre 2010.

Joëlle BADEN.

Référence de publication: 2011100487/92.

(110114318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2011.

Generalcorp, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 62.660.

L'an deux mille onze, le quatorze juin,
par-devant Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg,
s'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'«Assemblée») de «GENERALCORP» (la «Société»), ayant son siège social au 50, avenue J.F. Kennedy, L-2951 Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 62.660, constituée suivant acte notarié en date du 9 janvier 1998, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 97 du 14 février 1998.

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 17 septembre 2010, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Assemblée est ouverte à 14.30 sous la présidence de Monsieur Frank Stolz-Page, employé privé, avec adresse professionnelle à L-1212 Luxembourg, 17, rue des Bains,

qui nomme comme secrétaire Mademoiselle Anita Maggipinto, employé privé, avec adresse professionnelle à L-1212 Luxembourg, 17, rue des Bains.

L'Assemblée élit comme scrutateur Mademoiselle Martine Zellinger, employé privé, avec adresse professionnelle à L-1212 Luxembourg, 17, rue des Bains.

Le bureau ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter que:

A.- Que l'Assemblée a pour

Ordre du jour:

I. Modification de l'Article 23 «Assemblée Générale des Actionnaires de la Société» des statuts de la Société (les «Statuts») comme suit:

«L'assemblée générale des actionnaires de la Société représente l'universalité des actionnaires de la Société. Les résolutions prises s'imposent à tous les actionnaires, quelque soit la catégorie d'actions à laquelle ils appartiennent. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

L'assemblée générale des actionnaires se réunit sur convocation du conseil d'administration.

Le conseil d'administration est obligé de convoquer l'assemblée générale de façon qu'elle soit tenue dans le délai d'un mois, lorsque des actionnaires représentant le dixième du capital social les en requièrent par une demande écrite, indiquant l'ordre du jour.

Un ou plusieurs actionnaires disposant ensemble de dix pour cent au moins du capital souscrit peuvent demander l'inscription d'un ou plusieurs nouveaux points à l'ordre du jour de toute assemblée générale. Cette demande est adressée au siège social par lettre recommandée cinq jours au moins avant la tenue de l'assemblée.

L'assemblée générale annuelle se réunit, conformément à la loi luxembourgeoise, dans la Ville de Hesperange, à l'endroit indiqué dans l'avis de convocation, le 4^e jeudi du mois de juillet à 11.00 heures.

Si ce jour est un jour férié, légal ou bancaire à Luxembourg, l'assemblée générale se réunit le premier jour ouvrable suivant.

D'autres assemblées générales d'actionnaires peuvent se tenir aux lieux et dates spécifiés dans les avis de convocation respectifs.

Les actionnaires se réuniront sur convocation du conseil d'administration à la suite d'un avis énonçant l'ordre du jour envoyé au moins huit jours avant l'assemblée à tout propriétaire d'actions nominatives à son adresse portée au registre des actionnaires. La distribution d'un tel avis aux propriétaires d'actions nominatives n'a pas besoin d'être justifiée à l'assemblée. L'ordre du jour sera préparé par le conseil d'administration sauf le cas où l'assemblée se réunit sur demande écrite des actionnaires auquel cas le conseil d'administration peut préparer un ordre du jour supplémentaire.

Si des actions au porteur ont été émises, les convocations seront en outre publiées, conformément à la loi, au "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations", dans un ou plusieurs journaux luxembourgeois et dans un ou plusieurs journaux publiés dans les pays dans lesquels les actions au porteur ont été distribuées.

Si toutes les actions sont nominatives et si aucune publication n'est effectuée, les avis peuvent uniquement être envoyés aux actionnaires par courrier recommandé.

Chaque fois que tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent se considérer comme dûment convoqués et avoir eu connaissance préalable de l'ordre du jour soumis à leur délibération, l'assemblée générale peut avoir lieu sans convocation.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour pouvoir participer aux assemblées générales.

Les affaires traitées lors d'une assemblée des actionnaires seront limitées aux points contenus dans l'ordre du jour (qui contiendra toutes les matières requises par la loi) et aux affaires connexes à ces points.

Chaque action, quelque soit la catégorie dont elle relève, donne droit à une voix, conformément à la loi luxembourgeoise et aux présents statuts. Un actionnaire peut se faire représenter à toute assemblée des actionnaires par un mandataire qui n'a pas besoin d'être actionnaire et qui peut être administrateur de la Société, en lui conférant un pouvoir écrit.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les présents statuts, les décisions de l'assemblée générale sont prises à la majorité simple des voix valablement exprimées.»;

II. Transfert du siège social de la Société au 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange, Grand-Duché de Luxembourg, avec effet au 17 septembre 2010;

III. Divers.

B.- Que l'actionnaire unique représenté, le mandataire de l'actionnaire représenté, ainsi que le nombre d'actions qu'il détient sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par le mandataire de l'actionnaire représenté ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Restera pareillement annexée aux présentes la procuration de l'actionnaire représenté, après avoir été paraphée ne varietur par les comparants.

C.- Que l'intégralité du capital social étant représentée à la présente Assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, l'actionnaire représenté se reconnaissant dûment convoqué et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué au préalable.

D.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'Assemblée prend ensuite les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de modifier l'Article 23 «Assemblée Générale des Actionnaires de la Société» des Statuts comme suit:

«L'assemblée générale des actionnaires de la Société représente l'universalité des actionnaires de la Société. Les résolutions prises s'imposent à tous les actionnaires, quelque soit la catégorie d'actions à laquelle ils appartiennent. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

L'assemblée générale des actionnaires se réunit sur convocation du conseil d'administration.

Le conseil d'administration est obligé de convoquer l'assemblée générale de façon qu'elle soit tenue dans le délai d'un mois, lorsque des actionnaires représentant le dixième du capital social les en requièrent par une demande écrite, indiquant l'ordre du jour.

Un ou plusieurs actionnaires disposant ensemble de dix pour cent au moins du capital souscrit peuvent demander l'inscription d'un ou plusieurs nouveaux points à l'ordre du jour de toute assemblée générale. Cette demande est adressée au siège social par lettre recommandée cinq jours au moins avant la tenue de l'assemblée.

L'assemblée générale annuelle se réunit, conformément à la loi luxembourgeoise, dans la Ville de Hesperange, à l'endroit indiqué dans l'avis de convocation, le 4^e jeudi du mois de juillet à 11.00 heures.

Si ce jour est un jour férié, légal ou bancaire à Luxembourg, l'assemblée générale se réunit le premier jour ouvrable suivant.

D'autres assemblées générales d'actionnaires peuvent se tenir aux lieux et dates spécifiés dans les avis de convocation respectifs.

Les actionnaires se réuniront sur convocation du conseil d'administration à la suite d'un avis énonçant l'ordre du jour envoyé au moins huit jours avant l'assemblée à tout propriétaire d'actions nominatives à son adresse portée au registre des actionnaires. La distribution d'un tel avis aux propriétaires d'actions nominatives n'a pas besoin d'être justifiée à l'assemblée. L'ordre du jour sera préparé par le conseil d'administration sauf le cas où l'assemblée se réunit sur demande écrite des actionnaires auquel cas le conseil d'administration peut préparer un ordre du jour supplémentaire.

Si des actions au porteur ont été émises, les convocations seront en outre publiées, conformément à la loi, au "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations", dans un ou plusieurs journaux luxembourgeois et dans un ou plusieurs journaux publiés dans les pays dans lesquels les actions au porteur ont été distribuées.

Si toutes les actions sont nominatives et si aucune publication n'est effectuée, les avis peuvent uniquement être envoyés aux actionnaires par courrier recommandé.

Chaque fois que tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent se considérer comme dûment convoqués et avoir eu connaissance préalable de l'ordre du jour soumis à leur délibération, l'assemblée générale peut avoir lieu sans convocation.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour pouvoir participer aux assemblées générales.

Les affaires traitées lors d'une assemblée des actionnaires seront limitées aux points contenus dans l'ordre du jour (qui contiendra toutes les matières requises par la loi) et aux affaires connexes à ces points.

Chaque action, quelque soit la catégorie dont elle relève, donne droit à une voix, conformément à la loi luxembourgeoise et aux présents statuts. Un actionnaire peut se faire représenter à toute assemblée des actionnaires par un mandataire qui n'a pas besoin d'être actionnaire et qui peut être administrateur de la Société, en lui conférant un pouvoir écrit.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les présents statuts, les décisions de l'assemblée générale sont prises à la majorité simple des voix valablement exprimées.»

Deuxième résolution

L'Assemblée décide que le siège social de la Société est transféré au 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange, Grand-Duché de Luxembourg, avec effet rétroactif au 17 septembre 2010.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, lesdits comparants ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. STOLZ-PAGE, A. MAGGIPINTO, M. ZELLINGER et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 16 juin 2011. LAC/2011/27583. Reçu soixante-quinze euros (€ 75,-).

Le Receveur (signé): SANDT.

Pour expédition conforme, délivrée à la Société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juin 2011.

J. BADEN.

Référence de publication: 2011100486/136.

(110114318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2011.

Generalcorp, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 62.660.

—

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Joëlle BADEN

Notaire

Référence de publication: 2011100488/12.

(110114336) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2011.

Generalcorp, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 62.660.

—

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Joëlle BADEN

Notaire

Référence de publication: 2011100489/11.

(110114338) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2011.

ERE III Nineteen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 161.013.

—
STATUTES

In the year two thousand and eleven, on the seventeenth of May.

Before Us Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

“Europa Real Estate III S.à r.l.”, a “société à responsabilité limitée”, existing under Luxembourg law, established and having its registered office in L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse, registered with the Luxembourg Trade and Companies’ register, under Section B, number 136325,

here represented by Mr Eric BIREN, manager, with professional address at 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, acting in his capacity as manager with individual signing power.

The appearing person, acting in the above stated capacity, has requested the above notary to draw up the articles of association of a limited liability company (“société à responsabilité limitée”) which is herewith established as follows:

Art. 1. There is formed a private limited liability company (“société à responsabilité limitée”) which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the “Company”), and in particular the law dated August 10, 1915 on commercial companies, as amended (hereafter the “Law”), as well as by the articles of association (hereafter the “Articles”), which specify in the articles 7, 10, 11 and 14 the exceptional rules applying to one member company.

Art. 2. The object of the Company is to take participations, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, option or in any other way.

The Company may in addition establish, manage, develop and dispose of a portfolio of securities and patents of whatever origin, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities and patents, to realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, to grant to other group companies or third parties loans, guarantees, and to perform any operation which is directly related to its purpose. The Company may also hold a completed built real estate and or real estate in construction process, in Luxembourg or abroad, by direct or indirect means (through branches or subsidiaries).

In general, the Company may take any measure and carry out any operation, including, without limitation, commercial, financial, personal and real estate transactions which it may deem necessary or useful for the accomplishment and development of its objects.

The Company may further act as a general or limited member with unlimited or limited liability for all debts and obligations of memberships or similar corporate structures.

The Company may borrow money in any form and secure or discharge any debt or obligation of or binding on the Company or any of its direct or indirect subsidiaries, or any company being a direct or indirect shareholder of the Company, or any company belonging to the same group as the Company in such manner as may be thought fit and in particular by mortgages and charges upon all or any part of the undertaking, property, and assets (present or future), or by the creation and the issue of bonds or other securities of any description.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company will have the name “ERE III Nineteen S.à r.l.”.

Art. 5. The registered office is established in Luxembourg-City.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its partners deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. The subscribed capital is fixed at twelve thousand six hundred Pounds Sterling (GBP 12'600.-) divided into at twelve thousand six hundred (12'600) shares, having a par value of one Pound Sterling (GBP 1.-) each.

Art. 7. The capital may be changed at any time by a decision of the single partner or by decision of the partners’ meeting, in accordance with article 14 of these Articles.

Art. 8. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 9. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. In case of a single partner, the Company's shares held by the single partner are freely transferable.

In the case of plurality of partners, the shares held by each partner may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

Art. 11. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single partner or of one of the partners.

Art. 12. The Company is managed by one or several managers, who need not be partners.

In dealing with third parties, the manager, or in case of several managers, the board of managers has extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorise all acts and operations consistent with the Company's purpose. The manager(s) is (are) appointed by the sole partner, or as the case may be, the partners, who fix (es) the term of its/their office. He (they) may be dismissed freely at any time by the sole partner, or as the case may be, the partners.

The Company will be bound in all circumstances by the signature of the sole manager or, if there is more than one, by individual signature of any manager.

Art. 13. In case of several managers, the Company is managed by a board of managers which shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside all meetings of the board of managers, but in his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers at least twenty-four (24) hours in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

No notice shall be required in case all the managers are present or represented at a meeting of such board of managers or in case of resolutions in writing approved and signed by all the members of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another manager as his proxy. A manager may represent more than one of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and allowing the identification. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex, facsimile or e-mail, or any other similar means of communication. A written decision signed by all the managers is therefore proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the board of managers which was duly convened and held and such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the board of managers.

Art. 14. The single partner assumes all powers conferred to the general partners' meeting.

In case of a plurality of partners, each partner may take part in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns. Each partner has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by the majority of the partners owning at least three quarters of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

Art. 15. The Company's year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December of each year.

Art. 16. Each year, with reference to 31st of December, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 17. The supervision of the operations of the Company may be, and shall be in the cases provided by law, entrusted to one or more auditors who need not be partners.

The auditors, if any, will be elected, as the case may be, by the sole partner or by the general partners' meeting, which will determine the number of such auditors, for a period not exceeding six years, and they will hold office until their successors are elected. At the end of their term as auditors, they shall be eligible for re-election, but they may be removed at any time, with or without cause, by the sole partner or by the general partners' meeting, as the case may be.

Art. 18. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the partner(s) commensurate to his/their shareholding in the Company.

Art. 19. Subject to and in accordance with article seventeen, the board of managers is authorized to proceed, as often as it deems appropriate and at any moment in time during the financial year, to the payment of interim dividends, subject only to three (3) conditions: a) the board of managers may only take the decision to distribute interim dividends on the basis of interim accounts; b) the date of the interim accounts may not be older than two (2) months at the date of the relevant board meeting; and c) the interim accounts, which may be unaudited, must show that sufficient distributable profits exist.

For the purposes of this article nineteen, distributable profits are equal to the net profit realised since the end of the last financial year, plus any profits carried forward and sums drawn down from reserves available for distributions, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the Law or of the Articles.

Art. 20. At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, partners or not, appointed by the partners who shall determine their powers and remuneration.

Art. 21. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory measure

The first financial year begins at the date of the incorporation and shall finish at December 31, 2011.

Subscription and Payment

The Articles of Association having thus been established, "Europa Real Estate III S.à r.l.", prenamed, has subscribed for all the twelve thousand six hundred (12,600) shares.

All these shares have been 100% paid up by a contribution in cash so that the amount of twelve thousand six hundred Pounds Sterling (GBP 12,600.-) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

Statement

The notary drawing up the present deed declares having verified that the conditions set forth in Article 183 of the Law have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand euro.

Resolutions of the sole partner

Immediately upon incorporation of the Company, the above named person, representing the entire subscribed capital, considering itself as fully convened and assuming the powers conferred to the general partners' meeting, has adopted the following resolutions:

- 1.- The registered office of the Company is fixed at 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.
- 2.- The following persons are appointed as managers of the Company for an unlimited period of time:
 - a) Mr Vincent GOY, company director, professionally residing at 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg;
 - b) Mr Eric BIREN, chartered accountant, professionally residing at 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg;
 - c) Mr Peter CLUFF, company director, professionally residing at 132, Sloane Street, London SW1X 9AX.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the said appearing person signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le dix-sept mai.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

«Europa Real Estate III S.à r.l.», une société à responsabilité limitée, existant sous le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social à L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse, enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous la section B, numéro 136325,

représentée par Monsieur Eric Biren, gérant, avec adresse professionnelle au 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, agissant en sa qualité de gérant avec pouvoir de signature individuelle.

La personne comparante, ès-qualités qu'elle agit, a requis le notaire instrumentant d'arrêter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée que la partie prémentionnée déclare constituer:

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après «la Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après «la Loi»), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après «les Statuts»), lesquels spécifient en leurs articles 7, 10, 11 et 14, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2. L'objet social de la Société est de prendre des participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, commerciale, industrielle, financière ou autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères; l'acquisition de valeurs mobilières et de droits par voie de participation, d'apport, d'option ou de toute autre manière.

La Société pourra notamment employer ses fonds à la création, la gestion, la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, accorder à d'autres sociétés du groupe ou à des tiers des prêts, des garanties et effectuer toute opération qui est directement liée à son objet social. La Société peut également détenir des immeubles construits ou à construire au Luxembourg ou à l'étranger de manière directe ou indirecte (à travers succursales ou filiales).

Plus généralement, la Société peut prendre toute mesure et effectuer toute opération, incluant, sans limitation, des transactions commerciales, financières mobilières et immobilières qu'elle jugera nécessaires ou utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social.

La Société peut également agir comme associé commandité ou commanditaire, responsable indéfiniment ou de façon limitée pour toutes dettes et engagements sociaux de sociétés ou associations en commandite ou autres structures sociétaires similaires.

La Société pourra emprunter des sommes d'argent, sous quelque forme que ce soit, ainsi qu'octroyer des garanties pour la décharge de toutes dettes ou obligations de la Société ou toute filiale directe ou indirecte, ou toute société étant un actionnaire direct ou indirect de la Société, ou toute société du même groupe, de toute autre manière appropriée, en particulier par des hypothèques et sûretés mobilières sur tout ou partie de l'entreprise, de la propriété et des actifs (présents ou futurs), ou par la création et l'émission d'obligations ou autres valeurs mobilières.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société aura la dénomination "ERE III Nineteen S.à r.l."

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

L'adresse du siège social peut-être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social souscrit est fixé à douze mille six cents livres sterling (12.600,- GBP) divisé en douze mille six cents (12.600) parts sociales, ayant une valeur nominale d'une livre sterling (1,- GBP) chacune.

Art. 7. Le capital peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 14 des présents Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

Art. 11. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être associés.

Vis-à-vis des tiers, le gérant ou, dans le cas où il y a plusieurs gérants, le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Le ou les gérants sont nommés par l'associé unique ou, le cas échéant, par les associés, fixant la durée de leur mandat. Il(s) est/sont librement et à tout moment révocable(s) par l'associé unique ou, selon le cas, les associés.

La Société est engagée en toutes circonstances par la signature du gérant unique ou, lorsqu'ils sont plusieurs, par la signature individuelle de l'un des gérants.

Art. 13. Lorsqu'il y a plusieurs gérants, la Société est gérée par un conseil de gérance qui choisira parmi ses membres un président et pourra choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation du président ou de deux gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Les réunions du conseil de gérance se tiendront au siège social de la Société à moins que l'avis de convocation n'en dispose autrement. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance; en son absence le conseil de gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette réunion un autre gérant pour assumer la présidence pro tempore de ces réunions.

Un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Aucun avis de convocation n'est requis lorsque tous les gérants sont présents ou représentés à une réunion du conseil de gérance ou lorsque des résolutions écrites sont approuvées et signées par tous les membres du conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres permettant leur identification. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur, courrier électronique ou tout autre moyen de communication similaire. Une décision écrite signée par tous les gérants est par conséquent juste et valable si elle a été adoptée à la réunion du conseil de gérance, qui a été dûment convoquée et tenue, cette décision peut être rédigée en un seul document ou plusieurs documents séparés ayant le même contenu et signé par tous les membres du conseil de gérance.

Art. 14. L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont conférés à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptés que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Art. 15. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 16. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaire et bilan au siège social.

Art. 17. Les opérations de la Société peuvent être surveillées par un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes, associé(s) ou non. Elles le seront dans les cas prévus par la loi.

Le ou les commissaire(s) aux comptes, s'il y en a, sera (seront) nommé(s), selon le cas, par décision de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, qui déterminera leur nombre, pour une durée qui ne peut dépasser six ans, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leur(s) successeur(s) soi(en)t élu(s). Il(s) est (sont) rééligible(s) et il(s) peu(ven)t être révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, selon le cas, par décision de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés.

Art. 18. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés proportionnellement à leur participation dans le capital de la Société.

Art. 19. En conformité avec l'article dix-huit, le conseil de gérance est autorisé à procéder, aussi souvent qu'il le considère approprié et à tout moment pendant l'année sociale, au paiement de dividendes intérimaires, en respectant trois (3) conditions: a) le conseil de gérance pourra seulement prendre la décision de distribuer des dividendes intérimaires sur la base des comptes intérimaires; b) les comptes intérimaires ne pourront pas être datés de plus de deux (2) mois à la date de la réunion du conseil; et c) les comptes intérimaires, qui peuvent ne pas être audités, doivent prouver que des bénéfices distribuables suffisants existent.

Pour les besoins de cet article dix-neuf, les bénéfices distribuables sont égaux au bénéfice net réalisé depuis la fin du dernier exercice social, plus tous bénéfices reportés et réserves distribuables, moins les pertes reportées et toutes les sommes à placer en réserve conformément aux dispositions de la Loi ou aux Statuts.

Art. 20. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 21. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2011.

Souscription - Libération

Les statuts de la Société ayant ainsi été établis, "Europa Real Estate III S.à r.l.", prénommée, a souscrit à la totalité des douze mille six cents (12.600) parts sociales.

Toutes ces parts sociales ont été intégralement libérées par un versement en numéraire, de sorte que la somme de douze mille six cents livres sterling (12.600,- GBP) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Attestation

Le notaire instrumentant ayant dressé le présent acte déclare avoir vérifié que les conditions énumérées à l'article 183 de la Loi sont remplies et le constate expressément.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille euros.

Résolutions adoptées par l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, la partie prénommée, représentant la totalité du capital social, se considérant dûment convoquée et exerçant les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés, a adopté les résolutions suivantes:

- 1) Le siège social de la Société est établi au 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.
- 2) Sont nommés gérants pour une durée indéterminée:
 - a) Monsieur Vincent GOY, administrateur de société, avec adresse professionnelle au 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg;
 - b) Monsieur Eric BIREN, expert-comptable, avec adresse professionnelle au 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg;
 - c) Monsieur Peter CLUFF, administrateur de société, avec adresse professionnelle au 132, Sloane Street, Londres SW1X 9AX.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate qu'à la demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction française, et qu'à la demande du même comparant, en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, ce dernier a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: E. BIREN, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 18 mai 2011. Relation: EAC/2011/6564. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Tania THOMA.

Référence de publication: 2011072046/331.

(110080102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mai 2011.

ERE III Twenty S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 161.014.

—
STATUTES

In the year two thousand and eleven, on the seventeenth of May.

Before Us Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

“Europa Real Estate III S.à r.l.”, a “société à responsabilité limitée”, existing under Luxembourg law, established and having its registered office in L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse, registered with the Luxembourg Trade and Companies’ register, under Section B, number 136325,

here represented by Mr Eric BIREN, manager, with professional address at 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, acting in his capacity as manager with individual signing power.

The appearing person, acting in the above stated capacity, has requested the above notary to draw up the articles of association of a limited liability company (“société à responsabilité limitée”) which is herewith established as follows:

Art. 1. There is formed a private limited liability company (“société à responsabilité limitée”) which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the “Company”), and in particular the law dated August 10, 1915 on commercial companies, as amended (hereafter the “Law”), as well as by the articles of association (hereafter the “Articles”), which specify in the articles 7, 10, 11 and 14 the exceptional rules applying to one member company.

Art. 2. The object of the Company is to take participations, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, option or in any other way.

The Company may in addition establish, manage, develop and dispose of a portfolio of securities and patents of whatever origin, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities and patents, to realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, to grant to other group companies or third parties loans, guarantees, and to perform any operation which is directly related to its purpose. The Company may also hold a completed built real estate and or real estate in construction process, in Luxembourg or abroad, by direct or indirect means (through branches or subsidiaries).

In general, the Company may take any measure and carry out any operation, including, without limitation, commercial, financial, personal and real estate transactions which it may deem necessary or useful for the accomplishment and development of its objects.

The Company may further act as a general or limited member with unlimited or limited liability for all debts and obligations of memberships or similar corporate structures.

The Company may borrow money in any form and secure or discharge any debt or obligation of or binding on the Company or any of its direct or indirect subsidiaries, or any company being a direct or indirect shareholder of the Company, or any company belonging to the same group as the Company in such manner as may be thought fit and in particular by mortgages and charges upon all or any part of the undertaking, property, and assets (present or future), or by the creation and the issue of bonds or other securities of any description.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company will have the name “ERE III Twenty S.à r.l.”.

Art. 5. The registered office is established in Luxembourg-City.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its partners deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. The subscribed capital is fixed at twelve thousand six hundred Pounds Sterling (GBP 12'600.-) divided into at twelve thousand six hundred (12'600) shares, having a par value of one Pound Sterling (GBP 1.-) each.

Art. 7. The capital may be changed at any time by a decision of the single partner or by decision of the partners' meeting, in accordance with article 14 of these Articles.

Art. 8. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 9. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. In case of a single partner, the Company's shares held by the single partner are freely transferable.

In the case of plurality of partners, the shares held by each partner may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

Art. 11. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single partner or of one of the partners.

Art. 12. The Company is managed by one or several managers, who need not be partners.

In dealing with third parties, the manager, or in case of several managers, the board of managers has extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorise all acts and operations consistent with the Company's purpose. The manager(s) is (are) appointed by the sole partner, or as the case may be, the partners, who fix (es) the term of its/their office. He (they) may be dismissed freely at any time by the sole partner, or as the case may be, the partners.

The Company will be bound in all circumstances by the signature of the sole manager or, if there is more than one, by individual signature of any manager.

Art. 13. In case of several managers, the Company is managed by a board of managers which shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside all meetings of the board of managers, but in his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers at least twenty-four (24) hours in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

No notice shall be required in case all the managers are present or represented at a meeting of such board of managers or in case of resolutions in writing approved and signed by all the members of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another manager as his proxy. A manager may represent more than one of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and allowing the identification. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex, facsimile or e-mail, or any other similar means of communication. A written decision signed by all the managers is therefore proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the board of managers which was duly convened and held and such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the board of managers.

Art. 14. The single partner assumes all powers conferred to the general partners' meeting.

In case of a plurality of partners, each partner may take part in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns. Each partner has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by the majority of the partners owning at least three quarters of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

Art. 15. The Company's year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December of each year.

Art. 16. Each year, with reference to 31st of December, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 17. The supervision of the operations of the Company may be, and shall be in the cases provided by law, entrusted to one or more auditors who need not be partners.

The auditors, if any, will be elected, as the case may be, by the sole partner or by the general partners' meeting, which will determine the number of such auditors, for a period not exceeding six years, and they will hold office until their successors are elected. At the end of their term as auditors, they shall be eligible for re-election, but they may be removed at any time, with or without cause, by the sole partner or by the general partners' meeting, as the case may be.

Art. 18. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the partner(s) commensurate to his/their shareholding in the Company.

Art. 19. Subject to and in accordance with article seventeen, the board of managers is authorized to proceed, as often as it deems appropriate and at any moment in time during the financial year, to the payment of interim dividends, subject only to three (3) conditions: a) the board of managers may only take the decision to distribute interim dividends on the basis of interim accounts; b) the date of the interim accounts may not be older than two (2) months at the date of the relevant board meeting; and c) the interim accounts, which may be unaudited, must show that sufficient distributable profits exist.

For the purposes of this article nineteen, distributable profits are equal to the net profit realised since the end of the last financial year, plus any profits carried forward and sums drawn down from reserves available for distributions, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the Law or of the Articles.

Art. 20. At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, partners or not, appointed by the partners who shall determine their powers and remuneration.

Art. 21. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory measure

The first financial year begins at the date of the incorporation and shall finish at December 31, 2011.

Subscription and Payment

The Articles of Association having thus been established, "Europa Real Estate III S.à r.l.", prenamed, has subscribed for all the twelve thousand six hundred (12,600) shares.

All these shares have been 100% paid up by a contribution in cash so that the amount of twelve thousand six hundred Pounds Sterling (GBP 12,600.-) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

Statement

The notary drawing up the present deed declares having verified that the conditions set forth in Article 183 of the Law have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand euro.

Resolutions of the sole partner

Immediately upon incorporation of the Company, the above named person, representing the entire subscribed capital, considering itself as fully convened and assuming the powers conferred to the general partners' meeting, has adopted the following resolutions:

- 1.- The registered office of the Company is fixed at 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.
- 2.- The following persons are appointed as managers of the Company for an unlimited period of time:
 - a) Mr Vincent GOY, company director, professionally residing at 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg;
 - b) Mr Eric BIREN, chartered accountant, professionally residing at 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg;
 - c) Mr Peter CLUFF, company director, professionally residing at 132, Sloane Street, London SW1X 9AX.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the said appearing person signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le dix-sept mai.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

«Europa Real Estate III S.à r.l.», une société à responsabilité limitée, existant sous le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social à L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse, enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous la section B, numéro 136325,

représentée par Monsieur Eric Biren, gérant, avec adresse professionnelle au 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, agissant en sa qualité de gérant avec pouvoir de signature individuelle.

La personne comparante, ès-qualités qu'elle agit, a requis le notaire instrumentant d'arrêter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée que la partie prémentionnée déclare constituer:

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après «la Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après «la Loi»), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après «les Statuts»), lesquels spécifient en leurs articles 7, 10, 11 et 14, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2. L'objet social de la Société est de prendre des participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, commerciale, industrielle, financière ou autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères; l'acquisition de valeurs mobilières et de droits par voie de participation, d'apport, d'option ou de toute autre manière.

La Société pourra notamment employer ses fonds à la création, la gestion, la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, accorder à d'autres sociétés du groupe ou à des tiers des prêts, des garanties et effectuer toute opération qui est directement liée à son objet social. La Société peut également détenir des immeubles construits ou à construire au Luxembourg ou à l'étranger de manière directe ou indirecte (à travers succursales ou filiales).

Plus généralement, la Société peut prendre toute mesure et effectuer toute opération, incluant, sans limitation, des transactions commerciales, financières mobilières et immobilières qu'elle jugera nécessaires ou utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social.

La Société peut également agir comme associé commandité ou commanditaire, responsable indéfiniment ou de façon limitée pour toutes dettes et engagements sociaux de sociétés ou associations en commandite ou autres structures sociétaires similaires.

La Société pourra emprunter des sommes d'argent, sous quelque forme que ce soit, ainsi qu'octroyer des garanties pour la décharge de toutes dettes ou obligations de la Société ou toute filiale directe ou indirecte, ou toute société étant un actionnaire direct ou indirect de la Société, ou toute société du même groupe, de toute autre manière appropriée, en particulier par des hypothèques et sûretés mobilières sur tout ou partie de l'entreprise, de la propriété et des actifs (présents ou futurs), ou par la création et l'émission d'obligations ou autres valeurs mobilières.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société aura la dénomination "ERE III Twenty S.à r.l."

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

L'adresse du siège social peut-être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social souscrit est fixé à douze mille six cents livres sterling (12.600,- GBP) divisé en douze mille six cents (12.600) parts sociales, ayant une valeur nominale d'une livre sterling (1,- GBP) chacune.

Art. 7. Le capital peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 14 des présents Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfiques de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

Art. 11. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être associés.

Vis-à-vis des tiers, le gérant ou, dans le cas où il y a plusieurs gérants, le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Le ou les gérants sont nommés par l'associé unique ou, le cas échéant, par les associés, fixant la durée de leur mandat. Il(s) est/est librement et à tout moment révocable(s) par l'associé unique ou, selon le cas, les associés.

La Société est engagée en toutes circonstances par la signature du gérant unique ou, lorsqu'ils sont plusieurs, par la signature individuelle de l'un des gérants.

Art. 13. Lorsqu'il y a plusieurs gérants, la Société est gérée par un conseil de gérance qui choisira parmi ses membres un président et pourra choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation du président ou de deux gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Les réunions du conseil de gérance se tiendront au siège social de la Société à moins que l'avis de convocation n'en dispose autrement. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance; en son absence le conseil de gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette réunion un autre gérant pour assumer la présidence pro tempore de ces réunions.

Un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Aucun avis de convocation n'est requis lorsque tous les gérants sont présents ou représentés à une réunion du conseil de gérance ou lorsque des résolutions écrites sont approuvées et signées par tous les membres du conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres permettant leur identification. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur, courrier électronique ou tout autre moyen de communication similaire. Une décision écrite signée par tous les gérants est par conséquent juste et valable si elle a été adoptée à la réunion du conseil de gérance, qui a été dûment convoquée et tenue, cette décision peut être rédigée en un seul document ou plusieurs documents séparés ayant le même contenu et signé par tous les membres du conseil de gérance.

Art. 14. L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont conférés à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les

décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptés que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Art. 15. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 16. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaire et bilan au siège social.

Art. 17. Les opérations de la Société peuvent être surveillées par un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes, associé(s) ou non. Elles le seront dans les cas prévus par la loi.

Le ou les commissaire(s) aux comptes, s'il y en a, sera (seront) nommé(s), selon le cas, par décision de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, qui déterminera leur nombre, pour une durée qui ne peut dépasser six ans, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leur(s) successeur(s) soi(en)t élu(s). Il(s) est (sont) rééligible(s) et il(s) peu(ven)t être révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, selon le cas, par décision de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés.

Art. 18. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés proportionnellement à leur participation dans le capital de la Société.

Art. 19. En conformité avec l'article dix-huit, le conseil de gérance est autorisé à procéder, aussi souvent qu'il le considère approprié et à tout moment pendant l'année sociale, au paiement de dividendes intérimaires, en respectant trois (3) conditions: a) le conseil de gérance pourra seulement prendre la décision de distribuer des dividendes intérimaires sur la base des comptes intérimaires; b) les comptes intérimaires ne pourront pas être datés de plus de deux (2) mois à la date de la réunion du conseil; et c) les comptes intérimaires, qui peuvent ne pas être audités, doivent prouver que des bénéfices distribuables suffisants existent.

Pour les besoins de cet article dix-neuf, les bénéfices distribuables sont égaux au bénéfice net réalisé depuis la fin du dernier exercice social, plus tous bénéfices reportés et réserves distribuables, moins les pertes reportées et toutes les sommes à placer en réserve conformément aux dispositions de la Loi ou aux Statuts.

Art. 20. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 21. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2011.

Souscription - Libération

Les statuts de la Société ayant ainsi été établis, "Europa Real Estate III S.à r.l.", prénommée, a souscrit à la totalité des douze mille six cents (12.600) parts sociales.

Toutes ces parts sociales ont été intégralement libérées par un versement en numéraire, de sorte que la somme de douze mille six cents livres sterling (12.600,- GBP) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Attestation

Le notaire instrumentant ayant dressé le présent acte déclare avoir vérifié que les conditions énumérées à l'article 183 de la Loi sont remplies et le constate expressément.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille euros.

Résolutions adoptées par l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, la partie prénommée, représentant la totalité du capital social, se considérant dûment convoquée et exerçant les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés, a adopté les résolutions suivantes:

- 1) Le siège social de la Société est établi au 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.
- 2) Sont nommés gérants pour une durée indéterminée:
 - a) Monsieur Vincent GOY, administrateur de société, avec adresse professionnelle au 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg;
 - b) Monsieur Eric BIREN, expert-comptable, avec adresse professionnelle au 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg;
 - c) Monsieur Peter CLUFF, administrateur de société, avec adresse professionnelle au 132, Sloane Street, Londres SW1X 9AX.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate qu'à la demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction française, et qu'à la demande du même comparant, en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, ce dernier a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: E. BIREN, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 18 mai 2011. Relation: EAC/2011/6566. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).
Le Receveur ff. (signé): Tania THOMA.

Référence de publication: 2011072047/331.

(110080110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mai 2011.

Berenberg Systematic Approach, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Berenberg Systematic Approach modifié au 1^{er} juillet 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Berenberg Lux Invest S.A.

Référence de publication: 2011083645/10.

(110094407) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2011.

Berenberg Investmentfonds, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion modifié au 1^{er} juillet 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, juin 2011.

Berenberg Lux Invest S.A.

Référence de publication: 2011083646/10.

(110094408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2011.

Berenberg Global Opportunity, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Berenberg Global Opportunity modifié au 1^{er} juillet 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, juin 2011

Berenberg Lux Invest S.A.

Signature

Référence de publication: 2011083647/11.

(110094409) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2011.

Berenberg Fund-of-Funds, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Berenberg Fund-of-Funds modifié au 1^{er} juillet 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, juin 2011.

Berenberg Lux Invest S.A.

Signature

Référence de publication: 2011083648/11.

(110094410) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2011.

Flossbach von Storch, Fonds Commun de Placement.

—

Le règlement de gestion de Flossbach von Storch modifié, coordonné au 1^{er} juillet 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

IPConcept Fund Management S.A.

Référence de publication: 2011084655/10.

(110094647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2011.

BBA sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5816 Hesperange, 3, Montée du Château.

R.C.S. Luxembourg B 161.320.

—

STATUTS

L'an deux mille onze, le premier juin;

Pardevant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

ONT COMPARU:

1) Monsieur Jean-Paul BAUMERT, installateur, né à Luxembourg, le 5 janvier 1951, demeurant à L-5816 Hesperange, 3, Montée du Château, et

2) Madame Barbara ANISET, sans état, née à Dudelange, le 10 décembre 1952, demeurant à L-7217 Bereldange, 72, rue de Bridel.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer par les présentes et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} .- Dénomination - Objet - Durée -Siège social

Art. 1^{er} . Il est formé par la présente, entre les propriétaires actuels des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée dénommée "BBA sàrl", (ci-après la "Société"), laquelle sera régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Art. 2. La Société a pour objet, tant au Grand-Duché de Luxembourg, qu'à l'étranger, l'acquisition, l'aliénation, la rénovation, la mise en valeur, la gestion et la location de tout type de biens immobiliers.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société peut s'intéresser par toutes voies de droit dans toutes affaires, entreprises ou sociétés, ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui serait de nature à favoriser le développement de son entreprise.

La Société peut accomplir toutes opérations généralement quelconques, commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement, à son objet social.

Art. 3. La durée de la Société est illimitée.

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Hesperange (Grand-Duché de Luxembourg). L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision de la gérance.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision des associés.

Titre II.- Capital social - Parts sociales

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille quatre cents euros (12.400,-EUR), représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-quatre euros (124,- EUR) chacune, intégralement libérées.

Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 6. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer dans les 30 jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 7. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la Société.

Titre III.- Administration et gérance

Art. 8. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 9. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux Statuts doivent réunir la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 11. Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les Statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établies par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 13. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Art. 14. Tout associé peut prendre au siège social de la Société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 15. Les produits de la Société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci ait atteint dix pour cent du capital social.

Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Titre IV.- Dissolution - Liquidation

Art. 17. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Titre V.- Dispositions générales

Art. 18. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les Statuts.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2011.

Souscription et libération

Les Statuts ayant ainsi été arrêtés, les cent (100) parts sociales ont été souscrites comme suit:

1) Monsieur Jean-Paul BAUMERT, préqualifié, cinquante parts sociales,	50
2) Madame Barbara ANISET, préqualifiée, cinquante parts sociales,	50
Total: cent parts sociales	100

Toutes les parts sociales ont été libérées intégralement en numéraire de sorte que la somme de douze mille quatre cents euros (12.400,- EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Loi anti-blanchiment

Les associés déclarent, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être les bénéficiaires réels de la Société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas, respectivement que la Société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, est évalué à environ neuf cents euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt, les associés, représentant l'intégralité du capital social, et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1. Le siège social est établi à L-5816 Hesperange, 3, Montée du Château.
2. Les personnes suivantes sont nommées aux fonctions de gérants de la Société pour une durée indéterminée:

Monsieur Jean-Paul BAUMERT, installateur, né à Luxembourg, le 5 janvier 1951, demeurant à L-5816 Hesperange, 3, Montée du Château, gérant technique; et

- Madame Barbara ANISET, sans état, née à Dudelange, le 10 décembre 1952, demeurant à L-7217 Bereldange, 72, rue de Bridel, gérant administrative.

3. La Société est valablement engagée en toutes circonstances et sans restrictions par la signature conjointe du gérant technique et de la gérante administrative.

Déclaration

Le notaire instrumentant a rendu attentif les comparants au fait qu'avant toute activité commerciale de la Société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé ensemble avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: J-P. BAUMERT, B. ANISET, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 6 juin 2011 LAC/2011/25891. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 8 juin 2011.

Référence de publication: 2011079855/128.

(110088924) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2011.

VR Anlage, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de VR Anlage modifié au 01 juillet 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, juin 2011

IPConcept Fund Management S.A.

Signature

Référence de publication: 2011089822/11.

(110101317) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

pulse invest, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de pulse invest modifié au 1^{er} juillet 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, juin 2011.

IPConcept Fund Management S.A.

Signature

Référence de publication: 2011089823/11.

(110101318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

VR Vip, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de VR Vip modifié au 1^{er} juillet 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg.

IPConcept Fund Management S.A.

Référence de publication: 2011091861/10.

(110103518) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juillet 2011.

**Happy Greens S.A., Société Anonyme,
(anc. Happy Greens Bourglinster S.A.).**

Siège social: L-6238 Braidweiler, 7, rue Hicht.

R.C.S. Luxembourg B 46.863.

Im Jahre zwei tausend elf, den zehnten Juni.

Vor dem unterzeichneten Henri BECK, Notar mit dem Amtssitze in Echternach (Grossherzogtum Luxemburg).

Versammelten sich in einer ausserordentlichen Generalversammlung die Aktionäre, beziehungsweise deren Vertreter, der Aktiengesellschaft HAPPY GREENS BOURGLINSTER S.A., mit Sitz in L-6162 Bourglinster, 36, rue de l'Ecole, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg, unter der Nummer B 46.863 (NIN 1997 2201 769),

gegründet zufolge Urkunde aufgenommen durch Notar Joseph ELVINGER, mit dem damaligen Amtssitze in Dudelange, am 18. Februar 1994, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 230 vom 11. Juni 1994, und deren Statuten abgeändert wurden wie folgt:

- zufolge Urkunde aufgenommen durch Notar Edmond SCHROEDER, mit dem damaligen Amtssitze in Mersch, am 20. Dezember 1996, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 186 vom 14. April 1997.

Das Gesellschaftskapital wurde in Euro umgewandelt gemäss Beschluss der ordentlichen Generalversammlung vom 9. April 2001, veröffentlicht im Memorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 960 vom 24. Juni 2002.

Die Statuten wurden zuletzt abgeändert zufolge Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 21. Mai 2008, veröffentlicht im Memorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 1774 vom 18. Juli 2008.

Das Gesellschaftskapital beläuft sich auf sechsundachtzig tausend neun hundert Euro (€ 86.900.-), aufgeteilt in fünf tausend zwei hundert einundzwanzig (5.221) Aktien ohne Nennwert.

Den Vorsitz der Generalversammlung führt Frau Peggy SIMON, Privatbeamtin, wohnhaft in Berdorf.

Sie beruft zum Schriftführer und zum Stimmzähler Herrn Thomas KOLB, Geschäftsführer, wohnhaft in L-6160 Bourglinster, 8, an der Schlaed.

Die Vorsitzende stellt gemeinsam mit den Versammlungsmitgliedern fest:

I.- Gegenwärtigem Protokoll liegt ein Verzeichnis der Aktien und der Gesellschafter bei, welche Liste von den Gesellschaftern, beziehungsweise deren Vertretern, sowie den Mitgliedern der Versammlung und dem amtierenden Notar unterzeichnet ist.

II.- Da sämtliche Aktien der Gesellschaft durch die Gesellschafter oder deren Beauftragte vertreten sind, waren Einberufungsschreiben hinfällig, somit ist gegenwärtige Versammlung rechtsgültig zusammengetreten.

III.- Die Tagesordnung der Generalversammlung begreift nachfolgende Punkte:

1.- Umwandlung des Gesellschaftsnamen in HAPPY GREENS S.A..

2.- Verlegung des Gesellschaftssitzes von Bourglinster nach Braidweiler.

3.- Festlegung der neuen Adresse der Gesellschaft wie folgt: L-6238 Braidweiler, 7, rue Hicht.

4.- Abänderung der ersten beiden Absätze von Artikel 1 der Statuten um ihnen folgenden Wortlaut zu geben:

Art. 1.

(Absatz 1): Es besteht eine Aktiengesellschaft unter der Bezeichnung HAPPY GREENS S.A.

(Absatz 2): Der Sitz der Gesellschaft ist in Braidweiler.

IV.) Dass die Anwesenden oder Vertretenen Aktionäre sowie die Anzahl der Aktien die diese besitzen aus der Anwesenheitsliste hervorgehen, die von den Mitgliedern des Vorsitzes der Generalversammlung aufgestellt und für richtig befunden wurde. Diese Liste wird, nachdem sie von den anwesenden Aktionären oder deren Vertretern und den Mitgliedern des Vorsitzes unterschrieben wurde, dem gegenwärtigen Protokoll beigelegt um zusammen einregistriert zu werden.

V.) Es ergibt sich aus der Anwesenheitsliste, dass die fünf tausend zwei hundert einundzwanzig (5.221) Aktien ohne Nennwert, welche das gesamte Kapital von sechsundachtzig tausend neun hundert Euro (€ 86.900.-) darstellen, bei der gegenwärtigen Generalversammlung anwesend oder vertreten sind. Diese Generalversammlung ist somit rechtmässig zusammengesetzt und kann in gültiger Weise über die vorhergehenden Tagesordnungspunkte beraten und beschliessen.

Die Generalversammlung hat nachdem sie den Vortrag der Vorsitzenden bestätigt hat und anerkannt hat, dass sie rechtmässig zusammengetreten ist, und über die Tagesordnung befinden kann, nach Beratung einstimmig nachfolgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst den Gesellschaftsnamen in HAPPY GREENS S.A. umzuwandeln.

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst den Sitz der Gesellschaft von Bourglinster nach Braidweiler zu verlegen.

Dritter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die Adresse der Gesellschaft wie folgt festzulegen: L-6238 Braidweiler, 7, rue Hicht.

Vierter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die ersten beiden Absätze von Artikel 1 der Statuten abzuändern um ihnen folgenden Wortlaut zu geben:

Art. 1.

(Absatz 1): Es besteht eine Aktiengesellschaft unter der Bezeichnung HAPPY GREENS S.A.

(Absatz 2): Der Sitz der Gesellschaft ist in Braidweiler.

Nach Erschöpfung der Tagesordnung, wurde die ausserordentliche Generalversammlung geschlossen.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen in Echternach.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Mitglieder der Versammlung, dem unterzeichneten Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: P. SIMON, T. KOLB, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 15 juin 2011. Relation: ECH/2011/999. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, auf Begehrt erteilt, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, den 21. Juni 2011.

Référence de publication: 2011085423/77.

(110096297) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2011.

Bardusch & Gehrsitz Alpha Fonds, Fonds Commun de Placement.

Das mit Wirkung vom 15. August 2011 geänderte Verwaltungsreglement 8/2011 des Investmentfonds „Bardusch & Gehrsitz Alpha Fonds“ wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 13.07.2011.

FRANKFURT-TRUST Invest Luxembourg AG

Anell / Schuh

Directeur / Fondé de Pouvoir

Référence de publication: 2011098975/12.

(110112240) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2011.

ECAN Global Opportunities, Fonds Commun de Placement.

Das mit Wirkung vom 15. August 2011 geänderte Verwaltungsreglement 8/2011 des Investmentfonds „ECAN Global Opportunities“ wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 13.07.2011.

FRANKFURT-TRUST Invest Luxembourg AG

Anell / Schuh

Directeur / Fondé de Pouvoir

Référence de publication: 2011098976/12.

(110112242) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2011.

CF Isarvest Europe Certificates, Fonds Commun de Placement.

Das mit Wirkung vom 15. August 2011 geänderte Verwaltungsreglement 8/2011 des Investmentfonds „CF Isarvest Europe Certificates“ wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 13.07.2011.

FRANKFURT-TRUST Invest Luxembourg AG

Anell / Schuh

Directeur / Fondé de Pouvoir

Référence de publication: 2011098977/12.

(110112249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2011.

Artico SIF-SICAV, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 162.069.

STATUTES

In the year two thousand and eleven on the twenty-seventh of June,

before Maître Paul DECKER, registered as a notary in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg);

There appeared:

ARTICO HOLDING AG, having its registered office at Dufourstr. 5; CH-4052 Basel, registered at Commercial Register of Canton Basel under the number CH-270.3.014.506-8,

here represented by Mr Peter Sasse, with business address in L-1855 Luxembourg, by virtue of a proxy issued in Basel on June 22nd, 2011.

The said proxy, after having been initialled and signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary will remain attached to this deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as above stated, has requested the undersigned notary to draw up the following articles of incorporation of a public limited liability company so called "société anonyme" as "société d'investissement à capital variable, fonds d'investissement spécialisé" which she declares to establish as follows:

A. Company name, Registered office, Term and Purpose of the enterprise

Art. 1. Company name. There exists among the existing shareholder and those who may become owners of shares in the future, a Luxembourg company (the "Company") under the form of a public limited company ("société anonyme") subject to the 10th August 1915 as amended relating to commercial companies (the "Law of 1915") and the law of 13th February 2007 relating to Specialised Investment Funds (the "Law of 2007").

The Company will exist under the corporate name of "ARTICO SIF-SICAV".

Art. 2. Registered office. The Company's registered office is located in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg.

The Company may establish branches, subsidiaries or other offices either in the Grand Duchy of Luxembourg or in foreign countries, except in the United States of America, its territories or possessions, by resolution of the Company's board of directors (the "Board of Directors").

If the Board of Directors determines that exceptional political or military events have taken place or are imminent, which could affect the company's normal course of business at its registered office or communications with offices or persons abroad, the registered office may be temporarily moved abroad until the exceptional circumstances have ceased to prevail; such provisional measures do not affect the nationality of the company; the company remains a Luxembourg company.

Art. 3. Term. The Company is being set up for an unlimited period of time.

Art. 4. Purpose of the Company. The exclusive purpose of the Company is to invest in securities and all other legally permissible assets in accordance with the principle of risk diversification and with the objective to provide the shareholders with the income from the management of the Company's assets.

The Company is set up as a specialised investment fund in accordance with the law dated 13 February 2007 relating to specialised investment funds (the "Law of 2007").

The Company may take any measures or carry out any transactions that it considers appropriate to achieve and promote this purpose and will do this in the broadest possible sense in accordance with the Law of 2007.

B. Capital, Shares, Net asset value

Art. 5. Company capital. The capital of the Company is split into fully paid up no-par shares and is equivalent at any time to the value of the total net assets defined in Paragraph 8 ("Total Net Asset Value").

Shares issued in accordance with Article 7 may, by resolution of the Board of Directors, be subdivided into various share classes.

The Board of Directors may issue share classes with specific characteristics within a sub-fund, for example with (i) a specific distribution policy, such as distributing or accumulating shares or (ii) a specific commission structure in relation to issue and redemption or (iii) a specific commission structure in relation to investment or advisory fees or (iv) with various currencies of account, and with other specific characteristics as may be determined from time to time by the Board of Directors.

For each share class or for several share classes, the Board of Directors will form shares of assets as sub-funds ("compartments") as defined in Article 71 of the Law of 2007.

The initial capital is USD 50,000 (fifty thousand dollars) and is divided into 500 (five hundred) no-par shares belonging to the ARTICO SIF-SICAV – Artico Global Core subfund. Cash inflows arising from the issue of shares in sub-funds will be invested in securities and other legally permissible assets in accordance with the investment policy laid down by the Board of Directors for each sub-fund and in line with the investment restrictions laid down by the Law of 2007 or by resolution of the Board of Directors.

The minimum capital of the Company is the equivalent of EUR 1,250,000 (one million two hundred and fifty thousand Euros) in USD. This amount has to be achieved within six months from the day the Company is registered by the supervisory authority.

In order to determine the equivalent of capital of the Company in EUR, net assets which are determined in accordance with Article 10 of these Articles of Incorporation and are allocable to a sub-fund, in case they are not denominated in EUR, are converted into EUR, and the capital of the Company is equivalent at any time to the totality of net assets of all the sub-funds ("Total Net Assets").

Art. 6. Shares. The Company issues registered shares only.

Any registered shares issued by the Company must be entered in the share register kept by the Company or one or more persons on its behalf. This share register will contain the name of each holder of registered shares, his or her residence or another address agreed with the Company, the number of shares held by that person as well as their numbers and the subfund and share class of such shares. Each transfer or any other form of legal assignment of a registered share must be entered in the share register.

Entry in the share register provides evidence of ownership of registered shares. The Company issues a written confirmation of the shares held.

The transfer of registered shares is effected through a declaration of transfer which is entered in the share register and signed and dated by the transferor or by persons authorised to do so.

If a share is registered in the name of several persons, the first shareholder entered in the register is deemed to be empowered to act on behalf of all the other co-owners and is the only person entitled to receive notices on the part of the Company.

The Company is entitled to consider the person in whose name the shares are registered as rightful owner of the shares. In connection with any measures affecting these shares, the Company may only be liable to the aforementioned persons and under no circumstances to any third parties. It has the power to view all rights, interests or claims of persons

other than those mentioned in sentence 1 as null and void in respect of these shares; this does not, however, exclude the right of a third party to demand the proper entry of a registered share or a change to such entry.

If a shareholder withholds his/her address, this will be noted in the share register and the registered office of the Company, or another address entered in the share register by the Company, will be deemed to be the address of that shareholder until such time as he/she provides the Company with another address. Shareholders may arrange to have the address entered in the share register changed at any time. This takes place by means of written notification to the Company at its registered office or to an address determined by the Company from time to time.

The Company may issue fractions of shares. Fractions of shares do not give holders any voting rights but entitle them to participation in the income of the relevant sub-fund or the relevant share class on a pro rata basis.

Art. 7. Issue of shares. The Board of Directors is fully entitled at any time to issue new shares without, however, granting existing shareholders preferential rights in respect of the subscription of the new shares.

The issue of new shares takes place on each of the valuation dates determined by the Board of Directors in accordance with Article 10 of these Articles of Incorporation and the terms and conditions contained in the sales prospectus. The issue price for a share is the net asset value per share calculated for each sub-fund and each relevant share class pursuant to Article 10 plus any costs and commissions laid down by the Board of Directors for the subfund and share class concerned. The issue price is payable within the period laid down by the Board of Directors, and no later than three business days before the dealing day concerned, unless otherwise specified in the Appendix of the Company's sales prospectus relating to the respective sub-fund. The Board of Directors may accept full or partial subscriptions in kind at its own discretion. In this case the capital subscribed in kind must be harmonised with the investment policy and restrictions of the particular sub-fund. Moreover, these investments are audited by the Company's auditor. Any associated costs will be payable by the investor.

The Board of Directors may limit the frequency of share issues for each sub-fund and each share class; in particular the Board of Directors may resolve that shares only be issued within a particular time.

The Board of Directors reserves the right to wholly or partially reject any subscription application or to suspend the issue of shares in one or more or all of the sub-funds at any time and without prior notification. The depositary bank will promptly reimburse payments made in such cases for subscription applications that have not been executed.

If determination of the net asset value of a sub-fund of the Company is suspended pursuant to Article 11, no shares in the affected sub-fund will be issued for the duration of the suspension.

For the purpose of issuing new shares, the Board of Directors may assign to any member of the Board of Directors or to managers of the Company or any other authorised person the task of accepting the subscription, receiving the payment and delivering the shares.

Art. 8. Redemption of shares. Any shareholder in the Company may request it to redeem all or part of his shares on any of the Dealing Days defined more precisely in the sales documents. In such cases, the Company will redeem the shares while observing the restrictions laid down by law and subject to the suspension of such redemptions by the Company stipulated in Article 11 of these Articles of Incorporation. The shares redeemed by the Company are cancelled.

Shareholders receive a redemption price calculated on the basis of the relevant net asset value in line with statutory regulations and the terms of these Articles of Incorporation and in accordance with the terms and conditions laid down by the Board of Directors in the sales documents.

A redemption application must be made irrevocably and in writing at the registered office of the Company in Luxembourg or at offices of a person (or institution) appointed by the Company.

A commission in favour of the Company or the distributor may be deducted from the net asset value, together with a further amount to make up for the estimated costs and expenses that the Company could incur in realising the assets in the body of assets affected, in order to finance the redemption request.

The redemption price must be paid in the currency in which the shares in the relevant sub-fund are denominated or in another currency that may be laid down by the Board of Directors within a time to be laid down by the Board of Directors of not more than one calendar month after the applicable Dealing Day defined more precisely in the sales documents.

In the event of an excessively large volume of redemption requests, the Board of Directors may decide to delay execution until the corresponding assets of the Company are sold without unnecessary delay.

With the approval of the affected shareholder, the Board of Directors (while observing the principle of equal treatment of all shareholders) may execute redemption requests wholly or partly in kind by allocating to such shareholder assets from the sub-fund portfolio equivalent in value to the net asset value of the redeemed shares, as described more fully in the sales prospectus.

Art. 9. Restrictions. The Company may restrict or prevent ownership of shares in the Company by any individual person, firm or corporate body, namely any person in breach of any law or requirement of any country or governmental authority or of the provisions of the Company's sales documents and any person which is not qualified to hold such shares by virtue of such law, requirement or provision or if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof

the Company may become subject to laws (including without limitation tax laws) other than those of the Grand Duchy of Luxembourg (each a “unauthorised Person”). To this end, the Company may:

a) refuse to issue shares and decline to register any transfer of shares in the share register if it appears that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by an unauthorised person or a person holding more than a certain percentage capital determined by the Board of Directors;

b) demand at any time from persons whose names are entered in the share register, or who apply for entry of a transfer of shares in the share register, to furnish information supported by a declaration under oath of a nature that it considers necessary in order to decide whether the shares of the person concerned are in the beneficial ownership of an unauthorised person or whether the entry would lead to the beneficial ownership of these shares by an unauthorised person; and

c) refuse to recognise the votes of an unauthorised person at a general meeting of the Company;

d) if it appears to the Company that any unauthorised person on his own or in conjunction with other persons is the beneficial owner of shares, to enforce redemption of all of the shareholder’s shares or of those that this shareholder is holding for the unauthorised person or, if an unauthorised person is the beneficial owner of the shares, to enforce redemption of all of the shares held by that person and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such shareholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held in the following manner:

(1) The Company presents a notice (hereinafter referred to as “notice of purchase”) to the person who is listed in the share register as the owner of the shares to be bought or to the shareholder owning the shares. In said notice the shares to be bought are listed together with the method of calculating the purchase price and the name of the buyer.

Such notice will be sent to the shareholder by registered letter at his last known address or to the address listed in the books of the Company. The shareholder is then obliged to release to the Company the share certificate(s) listed in the notice of purchase.

At close of business on the day fixed in the notice of purchase, the shareholder ceases to be owner of the shares listed in the notice of purchase. His name will be struck from the share register.

(2) The price to be paid for the shares (hereinafter referred to as the “Purchase Price”) shall be an amount based on the net asset value per share as at the valuation time specified by the Board of Directors for the redemption of shares in the Company next preceding the date of the Notice of Purchase notice, all as determined in accordance with Article 10 hereof, less any service charge provided therein.

(3) The payment of the Purchase Price to the former owner of the shares will normally be made in the currency laid down by the Board of Directors for the payment of the redemption price for the shares. After it has been finally determined, this price will be deposited by the Company at a bank (mentioned in the notice of purchase) in Luxembourg or abroad with a view to paying it out to this owner mentioned in the notice of purchase together with any coupons not yet due.

After the notice of purchase has been sent as described above, the former owner no longer has any right to these shares nor any claim against the Company or its assets in this connection, except for the claim for receipt of the Purchase Price (without interest) from the bank mentioned. Amounts owed to a shareholder pursuant to this paragraph that are not claimed within a five-year period commencing on the date fixed in the notice of purchase may no longer be claimed thereafter and return to the Company. The Board of Directors has the powers to undertake all necessary measures to effect the reversion.

(4) The exercise of the powers granted in this Article by the Company may not under any circumstances be questioned or declared ineffective by giving the excuse that ownership of the shares by a person has not been sufficiently proved or that ownership relationships were other than they appeared to be on the date of the notice of purchase. This, however, requires that the Company exercises its powers in good faith.

Art. 10. Determination of the net asset value. To determine the issue and redemption price, the net asset value of each sub-fund will be periodically calculated by the Company. The sales prospectus will lay down precisely how frequently the net asset value will be fixed. These Articles of Incorporation will refer to any day when the net asset value is fixed as a “valuation date”.

The net asset value of each sub-fund will be calculated in the currency of the sub-fund concerned and will be determined in accordance with the following principles:

The net asset value per share will be determined as of any Dealing Day (as determined in the Prospectus) by the assets relating to a particular sub-fund minus the liabilities allocated to that sub-fund divided at a time to be fixed by the Board of Directors by the number of shares in circulation in the sub-fund in question on any valuation date in accordance with the valuation rules set forth below. The net asset value per share may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant reference currency as the Board of Directors shall determine.

For sub-funds for which various share classes have been issued the net asset value will, if necessary, be determined for each separate share class. In such cases, the net asset value of a sub-fund that is allocable to a particular share class will be divided by the number of shares in that share class. The Board of Directors may resolve to round the net asset value up or down to the next amount in the currency concerned.

The net asset value of the Company is calculated by adding up the total net assets of all the sub-funds.

Valuation of each sub-fund and of each of the share classes follows the criteria below:

1. The Company's assets consist of:

- a) all cash and cash equivalents including accrued interest;
- b) all outstanding receivables, including interest receivables on accounts and custody accounts, and income from securities that have been sold but not yet delivered;
- c) all securities, loan stock rights, money-market instruments, fund units, debt instruments, subscription rights, warrants, options and other financial instruments and other assets held by the Company or acquired for its account;
- d) all dividends and dividend claims, provided that it is possible to obtain sufficiently well established information on them and that the Company may make value adjustments in respect of price fluctuations arising from ex-dividend trading or similar practices;
- e) accrued interest on interest-bearing assets held by the Company unless these form part of the face value of the asset concerned;
- f) costs of establishing the Company that have not been written off;
- g) any other assets including prepaid expenses;

These assets are valued in accordance with the following rules:

a) Securities, derivatives and other investments listed on a stock exchange are valued at the last known market prices. If the same security, derivative or other investment is quoted on several stock exchanges, the last available quotation on the stock exchange that represents the major market for this investment will apply.

In the case of securities, derivatives and other investments little traded on a stock exchange and which are traded between securities dealers on a secondary market using standard market price formation methods, the Company may value these securities, derivatives and other investments based on these prices. Securities, derivatives and other investments that are not listed on a stock exchange, but which are traded on another regulated market which is recognised, open to the public and operates regularly, in a due and orderly fashion, are valued at the last available price on this market.

b) Securities, derivatives and other investments that are not listed on a stock exchange or traded on another regulated market, and for which no appropriate price can be obtained, will be valued by the Company according to other principles chosen by it in good faith on the basis of the likely sales prices.

c) The valuation of derivatives which are not listed on a stock exchange (OTC derivatives) is made by reference to independent pricing sources. In case only one independent pricing source of a derivative is available, the plausibility of the valuation price obtained will be verified by employing methods of calculation recognised by the Company and the auditors, based on the market value of the underlying instrument from which the derivative is derived.

d) Units or shares of other undertakings for collective investment in securities (UCITS) and/or undertakings for collective investment (UCI) will be valued at their last net asset value.

e) Certain target investments within a Sub-Fund's underlying portfolio may be based on an estimate of the value provided by a reliable price provider independent from the manager or adviser of the target investments (Estimated Pricing). Accordingly, the net asset value of a share which is applicable to subscription and redemption requests may reflect an element of Estimated Pricing. The rationale for this pricing policy is to speed up the process by which the Company issues dealing prices whilst maintaining sufficient accuracy in the pricing to meet the requirements of investors.

f) For money market instruments, the valuation price may be gradually adjusted to the redemption price, based on the net acquisition price and retaining the ensuing yield. In the event of a significant change in market conditions, the basis for the valuation of different investments will be brought into line with the new market yields.

For sub-funds that predominantly invest in money market instruments, securities with a residual maturity of less than 12 months are valued in accordance with the guidelines for money market instruments.

g) Securities, money market instruments, derivatives and other investments that are denominated in a currency other than the currency of account of the relevant sub-fund and which are not hedged by means of currency transactions are valued at the middle currency rate (midway between the bid and offer rate) obtained from external price providers.

h) Time deposits and fiduciary investments are valued at their nominal value plus accumulated interest.

i) The value of swap transactions is calculated by a number of external service providers approved by the Board of Directors. The calculation is based on the net present value of all cash flows, both inflows and outflows. Independent valuations are made available by external service providers. In some specific cases, internal calculations as well as broker statement valuations may be used. The valuation methods depend on the respective security and are determined pursuant to the valuation policy approved by the Board of Directors. This valuation method is recognised by the Company and is audited by the auditor of the Fund during the annual audit.

j) For sub-funds that predominantly invest in money market instruments, interest income earned by sub-funds up to and including the second valuation date following the valuation date concerned is included in the valuation of the assets of the sub-funds concerned. The asset value per share on a given valuation date therefore includes projected interest earnings as at two valuation days hence.

The Company is entitled temporarily to apply other appropriate valuation principles which have been determined by it in good faith and are generally accepted and verifiable by auditors to the Company's assets as a whole or of an individual sub-fund if the above criteria are deemed impossible or inappropriate for accurately determining the value of the sub-funds concerned due to extraordinary circumstances or events.

If on any trading day the total number of subscription and redemption applications for all share classes in a sub-fund leads to a net cash in- or outflow, the net asset value of the share classes may be adjusted for that trading day. The maximum adjustment may extend to up to a percentage (%) of the net asset value (prior to the adjustment). Both the estimated transaction costs and taxes incurred by the sub-fund may be taken into account and the estimated bid/offer spread for the assets in which the sub-fund invests may be considered. The adjustment will result in an increase in the net asset value in the event of a net cash inflow into the sub-fund concerned. It will result in a reduction in the net asset value in the event of a net cash outflow from the sub-fund concerned. The Board of Directors may lay down a threshold figure for each sub-fund. This may consist in the net movement on a trading day in relation to net Company assets or to an absolute amount in the currency of the sub-fund concerned. The net asset value would be adjusted only if this threshold were to be exceeded on a given trading day.

The Company is entitled to take the measures described in greater detail in the sales documents in order to ensure that subscriptions or redemptions of shares in the Company do not involve any of the business practices known as market timing or late trading in respect of investments in the Company.

The liabilities of the Company comprise:

- a) all borrowings and amounts due;
- b) all known existing and future liabilities, including liabilities to pay in money or in kind arising from contractual liabilities due and dividends that have been approved but not yet paid out by the Company;
- c) reasonable provisions for future tax payments and other provisions approved and made by the Board of Directors, as well as reserves set up as provision against miscellaneous liabilities of the Company;
- d) any other liabilities of the Company. In determining the amount of such liabilities, the Company will consider any expenses to be paid comprising the costs of establishing the Company, fees for investment advisers (portfolio managers) or to the investment management, the depositary bank, the domicile and administration agent, the registrar and transfer agent, any paying agent, other distributors and permanent agents in countries where the shares are sold, and any other intermediaries of the Company. Other items to be considered include the remuneration and expenses of members of the Board of Directors, insurance premiums, fees and costs in connection with the registration of the Company at authorities and stock exchanges in Luxembourg and at authorities and stock exchanges in any other country, fees for legal advice and for auditing, advertising costs, printing costs, reporting and publication costs including the costs of publishing announcements and prices, the costs of preparing and carrying out the printing and distribution of the sales prospectuses, information material, regular reports, the cost for preparing and reclaiming withholding tax reclaims, taxes, duties and similar charges, any other expenses related to the day-to-day running of the business including the costs of buying and selling assets, interest, bank and brokers' charges, and physical and electronical mailing and telephone costs. The Company may set administrative and other costs of a regular, reoccurring nature in advance on the basis of estimated figures for annual or other periods and may add these together in equal instalments over such periods.

3. The Company will undertake the allocation of assets and liabilities to the sub-funds and the asset classes, as follows:

- a) If several share classes have been issued for a sub-fund, all of the assets relating to each share class will be invested in accordance with the investment policy of that sub-fund.
- b) The value of the shares issued in each share class will be allocated in the books of the Company to the sub-fund of this share class; the portion of the share class to be issued in the net assets of the relevant sub-fund will rise by this amount; receivables, liabilities, income and expenses allocable to this share class will be allocated in accordance with the provisions of this Article to this sub-fund.
- c) Derivative assets will be allocated in the books of the Company to the same sub-fund as the assets from which the related derivative assets have been derived and, with each revaluation of an asset, the increase or reduction in value allocated to the relevant sub-fund.
- d) Liabilities in connection with an asset belonging to a particular sub-fund resulting from action in connection with this sub-fund will be allocated to this sub-fund.
- e) If one of the Company's assets or liabilities cannot be allocated to a particular subfund, such receivables or liabilities will be allocated to all of the sub-funds pro rata to the number of sub-funds, or on the basis of the net asset value of all share classes in the sub-fund, in accordance with the determination made in good faith by the Board of Directors. The assets of a sub-fund can only be used to offset the liabilities which the sub-fund concerned has assumed.
- f) Distributions to the shareholders in a sub-fund or a share class reduce the net asset value of this sub-fund or of this share class by the amount of the distribution.

4. For the purposes of this Article, the following terms and conditions apply:

- a) Shares due to be redeemed pursuant to Article 8 hereof shall be treated as existing shares in circulation and taken into account until immediately after the time on the valuation date on which such valuation is made, as determined by

the Board of Directors. From such time and until they are paid by the Company, the redemption price shall be deemed to be a liability of the Company;

b) Shares count as issued from the time of their valuation on the relevant valuation date on which such valuation is made, as determined by the Board of Directors. From such time until payment received, the issue price shall be deemed to be a debt due to the Company;

c) Investment assets, cash and any other assets handled in a currency other than that in which the net asset value is denominated will be valued on the basis of the market and foreign exchange rates prevailing at the time of valuation.

d) If, on a valuation date, the Company has contracted to

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company;

- provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Date, then its value shall be estimated by the Company.

The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of a Sub-fund will be converted into the reference currency of such Sub-fund at the rate of exchange determined on the relevant Valuation Date in good faith by or under procedures established by the Board of Directors.

The Board of Directors, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

Art. 11. Temporary suspension of the calculation of net asset value and of the issue and Redemption of shares. The Company is authorised temporarily to suspend the calculation of net asset value and the issue and redemption of the shares of any sub-fund in the following circumstances:

- during any period when any of the stock exchanges or markets on which the valuation of a significant part of any of the investments of the Company attributable to such sub-fund from time to time is based, or any of the foreign-exchange markets in whose currency the net asset value any of the investments of the Company attributable to such sub-fund from time to time or a significant portion of them is denominated, are closed – except on customary bank holidays – or during which trading and dealing on any such market is suspended or restricted or if such markets are temporarily exposed to severe fluctuations, provided that such restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Company attributable to such sub-fund quoted thereon;

- during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the Board of Directors as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Company attributable to such Sub-fund would be impracticable;

- during any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the investments of such Sub-fund or the current price or value on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to such Sub-fund or the net asset value of the such sub-fund;

- during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares of such Sub-fund, or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot, in the opinion of the Board of Directors, be effected at normal rates of exchange;

- if political, economic, military or other circumstances beyond the control or influence of the Company make it impossible to access the Company's assets under normal conditions without seriously harming the interests of the shareholders;

- when for any other reason, the prices of any investments owned by the Company attributable to such Sub-fund, cannot promptly or accurately be ascertained; or

- upon the publication of a notice convening a general meeting of shareholders for the purpose of winding-up the Company.

- restrictions on foreign exchange transactions or other transfers of assets render the execution of the Company's transactions impossible.

The suspension of the calculation of the net asset value of any particular sub-fund shall have no effect on the determination of the net asset value per share or on the issue, redemption and conversion of shares of any sub-fund that is not suspended.

Any such suspension of the net asset value will be notified to investors having made an application for subscription, redemption or conversion of shares in the Sub-fund(s) concerned and will be published if required by law or decided by the Board of Directors or its agent(s) at the appropriate time.

C. Administration and Supervision

Art. 12. The Board of Directors. The Company is managed by a Board of Directors composed of at least three members. The members of the Board of Directors do not have to be shareholders in the Company. They are appointed

by the general meeting for a maximum term of office of six years. The general meeting will also determine the number of members of the Board of Directors, their remuneration and their term of office. Members of the Board of Directors will be elected by a simple majority of the shareholders present or represented at the general meeting.

Any Director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the general meeting.

If the office of a member of the Board of Directors becomes free before the mandate has expired, the remaining members of the Board of Directors may temporarily co-opt a new member; the shareholders will make a final decision on this at the general meeting immediately following the appointment.

Art. 13. Meeting of the Board of Directors. The Board of Directors will elect a chairman and one or more vice-chairmen from amongst its members. It may appoint a secretary, who does not have to be a member of the Board of Directors, and who will record and keep the minutes of the meetings of the Board of Directors and the general meetings. Meetings of the Board of Directors will be convened by the chairman or by two of its members; it meets at the location given in the invitation.

The chairman will chair the meetings of the Board of Directors and the general meetings. In his absence, the shareholders or the members of the Board of Directors may appoint by simple majority another member of the Board of Directors or, for general meetings, any other person as chairman.

The Board of Directors may appoint managers and managing directors if this is necessary and beneficial for the management of the Company. Such managers do not have to be either shareholders in the Company or members of the Board of Directors. Subjects to terms and conditions in these Articles of Incorporation stating otherwise, such managers will have powers to the extent delegated to them by the Board of Directors.

Except in emergencies, which must be substantiated, invitations to meetings of the Board of Directors shall be sent in writing at least twenty-four hours in advance prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the invitation. This invitation may be waived by consent in writing, by telefax, mail or any other similar means of communication, of each Director. Separate invitation shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Board of Directors.

Members of the Board of Directors may give each other or a third party power-ofattorney to represent them at meetings of the Board of Directors in writing, by e-mail, facsimile or similar means of communication. A Director may represent more than one member of the Board of Directors.

Any Director may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call, video conference or similar means of communications complying with technical features which guarantee an effective participation to the meeting allowing all persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of such persons in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. A meeting held through such means of communication is deemed to be held at the registered office of the Company. Each participating Director shall be authorised to vote by video or by telephone or similar means of communications.

The Directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. The Directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specifically authorized thereto by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act validly only when at least a majority of its members is present or represented unless the Board of Directors lays down other provisions.

Resolutions by the Board of Directors must be minuted and the minutes signed by the chairman of the Board of Directors or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting or by any two Directors. Copies of extracts of such minutes may be produced in judicial proceedings or serve as evidence in legal disputes or elsewhere if they have been signed by the chairman of the meeting or any two members of the Board of Directors.

Resolutions by the Board of Directors are made by simple majority of the members present or represented. In the event that at any meeting the number of votes for or against a resolution are equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Written resolutions approved and signed by all members of the Board of Directors are equivalent to resolutions made at meetings of the Board of Directors. Such resolutions may be approved by each member of the Board of Directors in writing, by facsimile or similar means of communication. Such approvals must in any event be confirmed in writing and the confirmation attached to the written resolutions.

Art. 14. The powers of representation of the Board of Directors. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition, management and administration within the purpose of the Company in compliance with the investment policy and investment restrictions pursuant to Article 17 of these Articles of Incorporation in the name of the Company.

All powers that are not expressly reserved by law or these Articles of Incorporation to the general meeting of shareholders are in the competence of the Board of Directors.

The Board of Directors may from time to time appoint officers of the Company, including a Chief Executive Officer, considered by the Company to be necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment

may be revoked at any time by the Board of Directors. The officers appointed, approved by CSSF, unless otherwise stipulated herein, shall have the powers and duties given to them by the Board of Directors.

The Board of Directors may appoint a management Company submitted to Chapter 15 or Chapter 16 of the Law of 2010 on undertakings for collective investment, as amended or replaced from time to time, in order to carry out the functions described in Annex II of the Law of 2010 on undertakings for collective investment, as amended or replaced from time to time.

Art. 15. Signatory powers. Towards third parties, the Company is legally bound by the joint signature of any two members of the Board of Directors or the joint or sole signature(s) of any persons who have been granted the relevant powers of representation by the Board of Directors.

Art. 16. Delegation of powers of representation. The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorized signatory for the Company) and the representation of the Company for such daily management and affairs to any member of the Board of Directors, officers or other agents, legal or physical person, who may but are not required to be shareholders of the Company, under such terms and with such powers as the Board of Directors shall determine and who may, if the Board of Directors so authorizes, sub-delegate their powers.

The Board of Directors may also confer all powers and special mandates to any person, and may, in particular appoint any officers, including a Chief Executive Officer, that the Company deems necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be cancelled at any time by the Board of Directors. The officers need not be Directors or shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by these Articles of Incorporation, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the Board of Directors.

Furthermore, the Board of Directors may create from time to time one or several committees composed of Directors and/or external persons and to which it may delegate powers as appropriate.

The Board of Directors may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

Art. 17. Investment policy. The Board of Directors lays down the investment policy in accordance with which the assets of the Company are invested. The Company's assets must be invested in accordance with the principle of risk diversification and under the terms of the investment objectives and investment restrictions, as described in the sales prospectuses published by the Company.

Art. 18. Investment advisers / Portfolio managers. The Board of Directors may appoint one or more individuals or legal entities to be investment advisers and/or portfolio managers. The investment adviser has the task of extensively supporting the Company with recommendations in the investment of its assets. It does not have the power to make investment decisions or to make investments on his own. The portfolio manager is given the mandate to invest the Company's assets.

Art. 19. Conflicts of interest. No contract or other transaction which the Company and any other Company or firm might enter into shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or appointed officers of the Company is interested in such other Company or firm by a close relation, or is a Director, officer or employee of such other Company or legal entity, provided that the Company obliges itself to never knowingly sell or lend assets of the Company to any of its Directors or appointed officers or any Company or firm controlled by them.

In the event that any Director or appointed officer of the Company may have any opposite interest in any contract or transaction of the Company, such Director or appointed officer shall make known to the Board of Directors of the Company such opposite interest and shall not consider or vote upon any such contract or transaction. Such contract or transaction, and such Director's or appointed officer's opposite interest therein, shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholder(s).

The provisions of the preceding paragraph are not applicable when the decisions of the Board of Directors of the Company concern day-to-day operations engaged at arm's length.

Interests for the purposes of this article do not include interests affecting the legal or commercial relationships with the investment adviser, portfolio manager, the depositary bank, the central administration or other parties determined by the Board of Directors from time to time.

Art. 20. Remuneration of the Board of Directors. The remuneration of the members of the Board of Directors is determined by the general meeting. They also include expenses and other costs incurred by members of the Board of Directors in the exercise of their duties, including any costs for measures related to legal proceedings against them unless these were the result of wilful misconduct or gross negligence on the part of the member of the Board of Directors concerned.

Art. 21. Auditor. The annual financial statements of the Company and of the sub-funds will be audited by an auditor ("réviseur d'entreprises agréé") who will be appointed by the general meeting and whose fee will be charged to the Company's assets.

The auditor will perform all of the duties prescribed in the Law of 2007.

D. - General meetings - Accounting year - Distributions

Art. 22. Rights of the general meeting. The general meeting of the shareholders of the Company represents all of the shareholders of the Company as a whole, irrespective of the sub-fund in which they are shareholders. Resolutions by the general meeting in matters of the Company as a whole are binding on all shareholders regardless of the sub-fund and/or class held by them. The general meeting has all the powers required to order, execute or ratify any actions or legal transactions by the Company.

Art. 23. Procedures for the general meeting. General meetings are convened by the Board of Directors.

They must be convened upon demand by shareholders holding at least ten per cent (10%) of the capital of the Company. Such general meeting has to take place within a period of one month.

The ordinary general meetings are held in accordance with the provisions of Luxembourg law once a year on 12 December at 11:00 am at the registered office of the Company or such other place in Grand Duchy of Luxembourg, as may be specified in the notice of meeting.

If the aforementioned day is a bank business holiday or a public holiday in Luxembourg, the ordinary annual general meeting will be held on the next Luxembourg banking business day. In this context, "bank business day" refers to the normal bank business days (i.e. each day on which banks are open during normal business hours) in Luxembourg, with the exception of individual, non-statutory rest days.

Additional, extraordinary general meetings may be held at locations and at times given in the invitations to them.

Invitations to general meetings shall be made in the form prescribed by law. The convening notices to general meetings may provide that the quorum and the majority requirements at the general meeting shall be determined according to the shares issued and outstanding at midnight (Luxembourg time) on the fifth day prior to the general meeting (referred to as "Record Date"). The rights of a shareholder to attend a general meeting and to exercise the voting rights attaching to his/her shares are determined in accordance with the shares held by this shareholder at the Record Date. The convening notices will be announced to shareholders in accordance with the statutory regulations and, if appropriate, in additional newspapers to be laid down by the Board of Directors.

If all shareholders are present or represented and declare themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without convening notice of the meeting in accordance with the foregoing conditions.

The Board of Directors may determine all other conditions to be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters except if all the shareholders agree to another agenda.

Each full share of whatever sub-fund and/or whatever class of a sub-fund is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles of Incorporation. A shareholder may act at any meeting of shareholder by appointing another person ("representative") by his power-of-attorney ("proxy") in writing or by facsimile, mail or any other similar means of communication. Such person does not need to be a shareholder and may be a Director or appointed officer of the Company.

Each shareholder may vote through voting forms ("proxies") sent by post, facsimile, mail or any other similar means of communication to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice to the meeting.

The Company will only take into account voting forms received three (3) days prior to the general meeting of shareholders they relate to.

Decisions affecting the interests of all shareholders in the Company will be made at the general meeting while decisions affecting only the shareholders in a particular sub-fund and/or particular class of sub-fund will be made at the general meeting of that sub-fund and/or class of sub-fund.

Unless otherwise provided for by law or in these Articles of Incorporation, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority of the shares present or represented at the meeting.

Art. 24. General meetings of the sub-funds and/or classes of sub-funds. The shareholders in a sub-fund and/or class of sub-fund may hold general meetings at any time to decide matters relating exclusively to that sub-fund and/or class of sub-fund.

The provisions in Article 23 apply accordingly to such general meetings.

Each full share of whatever sub-fund and/or whatever class of a sub-fund is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles of Incorporation. A shareholder may act at any meeting of shareholder by appointing another person ("representative") by his power-of-attorney ("proxy") in writing or by facsimile, mail or any other similar means of communication. Such person does not need to be a shareholder and may be a Director or appointed officer of the Company.

Unless otherwise provided for by law or in these Articles of Incorporation, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority of the shares present or represented at the meeting.

All resolutions of the general meetings of the Company that change the rights of the shareholders in a particular sub-fund and/or class of sub-fund in relation to the rights of shareholders in another sub-fund will be submitted to the shareholders in this other sub-fund and/or class of sub-fund pursuant to Article 68 of the law dated 10 August 1915 on commercial transactions as amended.

Art. 25. Liquidation and Merger of sub-funds and Share classes.

Liquidation

Upon liquidation announcement to the shareholders of a particular sub-fund and/or share class of sub-fund, the Board of Directors may arrange for the liquidation of one or more sub-funds and/or share classes of sub-fund(s) if the value of the net assets of the respective sub-fund and/or share class remains at or falls to a level that no longer allows it to be managed in an economically reasonable way as well as in the course of a rationalisation. The same also applies in cases where changes to the political or economic conditions justify such liquidation.

Up to the date upon which the decision takes effect, shareholders retain the right, free of charge, subject to the liquidation costs to be taken into account and subject to the guaranteed equal treatment of shareholders, to request the redemption of their shares. The Board of Directors may however determine a different procedure, in the interest of the shareholders of the sub-fund(s) and/or of the share classes of sub-fund(s).

Any assets of the sub-fund and/or share class that are not paid out following liquidation will be held on deposit for a period of nine months by the depositary bank after the decision to liquidate. Thereafter, these assets will be deposited at the "Caisse de Consignation" in Luxembourg on behalf of the persons entitled thereto. All redeemed shares shall be cancelled by the company.

The liquidation of a sub-fund shall not involve the liquidation of another sub-fund. Only the liquidation of the last remaining sub-fund of the Company involves the liquidation of the Company.

Irrespective of the Board of Directors' rights, the general meeting of shareholders in a sub-fund and/or share class of sub-fund may reduce the company's capital at the proposal of the Board of Directors by withdrawing shares issued by a sub-fund and refunding shareholders with the net asset value of their shares. The net asset value is calculated for the day on which the decision comes into force, taking into account the proceeds raised on disposing of the sub-fund's assets and any costs arising from this liquidation. No quorum (minimum presence of shareholders covering the capital represented) is required for a decision of this type. The decision can be made with a simple majority of the shares present or represented at the general meeting.

Shareholders in the relevant sub-fund and/or share class will be informed of the decision by the general meeting of shareholders to withdraw the shares or of the decision of the Board of Directors to liquidate the sub-fund and/or share class by means of a publication as required by law. In addition and if necessary in accordance with the statutory regulations of the countries in which shares in the company are sold, an announcement will then be made in the official publications of each individual country concerned.

The countervalue of the net asset value of shares liquidated which have not been presented by shareholders for redemption will be deposited with the depositary bank for a period of six months and after that period, if still not presented for redemption, at the "Caisse de Consignation" in Luxembourg until expiry of the period of limitation.

Merger

In accordance with the foregoing provisions on the liquidation of a sub-fund and/or share class of sub-fund, the Board of Directors may also resolve to merge shares issued in a sub-fund and/or share class of sub-fund and the allocation of these shares to another sub-fund and/or share class of sub-fund or undertaking for collective investment.

Irrespective of these powers held by the Board of Directors, such a decision to merge sub-funds and/or share classes may also be taken by the general meeting of the relevant shareholders in the sub-fund and/or share class of sub-fund. No quorum (minimum presence of shareholders covering the capital represented) is required for a decision of this type. The decision can be made with a simple majority of the shareholders present or represented at the general meeting.

The shareholders will be notified of the relevant decision on the liquidation of a subfund in accordance with the aforementioned regulations.

During the month following the publication of such a decision, shareholders are authorised to redeem all or part of their shares at their valid net asset value – free of charge – without deduction of any redemption or other administrative charges.

Shares not presented for redemption will be exchanged on the basis of the net asset value of the shares in the sub-fund concerned calculated for the day on which this decision takes effect. If the shares to be allocated are shares in an undertaking for collective investment that takes the legal form of special assets ("fonds commun de placement"), the decision is binding only for the shareholders who voted in favour of the allocation.

If the Board of Directors should resolve upon the launch of guaranteed subfunds, the liquidation or merger may only occur in accordance with the conditions described in greater detail in the sales documents.

Art. 26. Financial year. The financial year begins each year on July 1st and ends on June 30th of the following year.

Art. 27. Distributions. In accordance with the provisions of article 72.2 of the law of 10 August 1915 on commercial transactions as amended, the Board of Directors may decide to pay an interim dividend.

The appropriation of annual income and any other distributions is determined by the general meeting upon the proposal of the Board of Directors and within the statutory restrictions.

The distribution of dividends or other distributions to shareholders in a sub-fund or share class is subject to prior resolution by the shareholders in this sub-fund and/or share class of sub-fund.

Dividends that have been fixed are paid out in the currencies and at the place and time fixed by the Board of Directors. An income equalisation amount will be calculated so that the distribution corresponds to the actual income entitlement.

The Board of Directors is authorised to suspend the payment of distributions. At the proposal of the Board of Directors, the general meeting of shareholders may decide to issue bonus shares as part of the distribution of net investment income and capital gains.

E. Concluding provisions

Art. 28. Depositary bank. The company will enter into a depositary and paying agreement under the terms of the statutory requirements with a bank as defined in the law dated 5 April 1993 on access to the financial sector and its supervision as amended.

The depositary bank will fulfil the duties and responsibilities as provided for by the Law of 2007 as well as the depositary and paying agreement.

Each of the Company and the depositary bank shall be entitled to terminate the depositary and paying agreement and to replace the depositary bank in accordance with the Law of 2007 and the terms of such agreement.

Art. 29. Liquidation of the company. The company may be liquidated at any time by a resolution of the general meeting of the shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 31 for changes to the Articles of Incorporation.

If share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the Board of Directors must submit the question of the liquidation of the company for resolution to the general meeting of the shareholders. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

The question of the liquidation of the company must moreover be submitted by the Board of Directors to the general meeting if the share capital falls below one quarter (one-fourth) of the minimum capital laid down in Article 5 hereof; in such an event the liquidation may be decided without any quorum requirements and the liquidation may be decided by shareholders holding a quarter (one-fourth) of the votes of the shares represented at the general meeting.

The general meeting must be convened in such a manner that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the company have fallen below two-thirds or one quarter (one-fourth) of the legal minimum as the case may be.

Art. 30. Winding-up. Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and the compensation. The liquidator(s) must be approved by the Luxembourg supervisory authority.

The net proceeds of the liquidation of each Sub-fund shall be distributed by the liquidators to the shareholder(s) of the relevant Sub-fund in proportion to the number of shares which it/they hold in that Sub-fund. The amounts not claimed by the shareholder(s) at the end of the liquidation shall be deposited with the Caisse des Consignations in Luxembourg. If these amounts are not claimed before the end of a period of five years, the amounts shall become statute-barred and cannot be claimed any more.

Art. 31. Changes to the Articles of Incorporation. These Articles of Incorporation may be expanded or otherwise amended by the general meeting. Amendments are subject to the quorum and majority requirements in the provisions of the law of 10 August 1915 on commercial transactions as amended.

Art. 32. Applicable law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and the Law of 2007, as such laws have been or may be amended from time to time.

Transitory dispositions

1. The first financial year will begin on the date of the formation of the company and will end on June 30th 2012.
2. The first annual general meeting will be held on December 12th 2012.

Subscription and Payment

The share capital of the company is subscribed as follows:

77705

Capital subscription

Shareholder	Subscribed and paid-up capital	Number of shares
ARTICO HOLDING AG	USD 50,000	500
TOTAL:	USD 50,000	500

Accordingly, the company has USD 50'000 (fifty thousand us-dollars) at its disposal, which was proved to the notary whose signature appears below and is expressly confirmed by him.

Attestation

The notary, whose signature appears below, attests that the conditions in Article 26 of the law dated 10 August 1915 on commercial transactions have been fulfilled.

Costs

The amount of the costs, expenses, credits or debits accruing to the company in whatsoever form or that otherwise have to be borne by it as a result of its establishment are estimated at 3,500.-EUR (three thousand five hundred Euro).

Extraordinary general meeting

Thereupon, the appearing, who represents all of the share capital, met in an extraordinary general meeting of the shareholders, to which they acknowledged that they had been legally called.

Having established that this general meeting was properly quorate, they resolved, as follows:

1. The number of members of the Board of Directors is fixed at 3 (three).
2. The following are appointed as members of the Board of Directors:
 - a.- Mr Gabriel HERRERA, Chief Executive Officer of Artico Partners, residing Stockerstr. 50, CH-8001 Zurich, as chairman;
 - b.- Mr. Ulrich NIEDERER, Chairman of Artico Partners, residing Stockerstr. 50, CH8001 Zurich, as member and vice chairman;
 - c.- Mr. Andreas KONRAD, Chief Operative Officer of Artico Parners, residing Stockerstr. 50, CH-8001 Zurich, as member
3. The registered office of the company is at 33A avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.
4. The term of office of the members of the Board of Directors is fixed at four years for all Members of the Board and ends immediately after the respective annual general meeting.
5. The meeting appoints PricewaterhouseCoopers S.à.r.l., having its registered office in L1471 Luxembourg, 400, route d'Esch, as auditor to the company (RCS B.65.477)

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above person appearing, the present deed is worded in English.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read and translated into the language of the person appearing, whom is known to the notary by his/her surnames, Christian names, civil status and residences, said person appearing signed together with us, Notary, the present original deed.

Signé: P. SASSE, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 juin 2011. Relation: LAC/2011/29290. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros)

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 12 juillet 2011.

Référence de publication: 2011098174/693.

(110112094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2011.

Aberdeen Asia III Property Fund of Funds, Fonds Commun de Placement.

Le Règlement de Gestion daté du 5 juillet 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juillet 2011.

Pour la société Aberdeen Indirect Property Partners Asia S.A.

Signature

Référence de publication: 2011099089/10.

(110113372) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2011.

Zeppelin Park, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.019.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 114.775.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une résolution écrite de l'associé unique de la Société prise en date du 15 juillet 2011, que:

- M. Richard HAXEL a été révoqué avec effet immédiat de son mandat de gérant unique.

- M. Stéphane Wenders, né le 02 janvier à Arlon, Belgique, avec adresse professionnelle aux 22, rue Goethe, L-1637 Luxembourg a été nommé en date du 15 juillet 2011 pour une durée indéterminée, en tant que gérant unique de la Société.

- le siège social de la Société a été transféré du 6, Rue Adolphe, L-1116 Luxembourg au 35, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Mme Laurence Jacques

Un mandataire

Référence de publication: 2011100477/20.

(110114062) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2011.

LBREP III Europe S.à r.l., SICAR, Société à responsabilité limitée sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 127.959.

—
EXTRAIT

Il résulte des décisions des gérants de la Société tenues en date du 10 mai 2011 que:

- les 25 parts sociales ordinaires de classe J détenues par REPE LBREP III LLC ont été annulées;

- 59 nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie B, 501 nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie E, 9 nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie F, 4 nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie H, 9 nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie O, 4 nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie P, 96 nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie PA, 13 nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie Q et 45 nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie AA, ont été émises et sont détenues depuis le 10 mai 2011 par LBREP III Europe Holdings, L.P, un «Limited Partnership», ayant son siège social au 1800-1, c/o Aird & Berlis LL, Bay street, ON M5J 2T9 Toronto, Ontario (Canada), enregistré sous le numéro 180360430 du Registre des Sociétés de l'Ontario au Canada.

Dès lors, depuis le 10 mai 2011, les 121 501 parts sociales de la Société sont détenues comme suit:

Associé	Adresse	Numéro d'enregistrement	Nombre de parts
LBREP III Europe Holdings, L.P	c/o Aird & Berlis LLP, 1800-181 Bay Street, Toronto, ON M5J 2T9, Canada	180360430	148 Class B, 25 Class C, 40 906 Class E, 51 Class F, 25 Class G, 1 362 Class H, 25 Class K, 25 class M, 43 class N, 1212 class O, 21 973 Class P, 6983 Class PA, 5 938 Class Q, 58 Class R, 25 Class S, 42 702 Class AA

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mai 2011.
Pour extrait conforme
LBREP III Europe S.à. r.l., SICAR
M. Michael Denny
Gérant de Catégorie A

Référence de publication: 2011072444/36.

(110078742) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2011.

Mediterranean Shipping Properties (M.S.P.) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 55, boulevard de la Petrusse.

R.C.S. Luxembourg B 77.820.

—
EXTRAIT

La société MARE-LUX S.A., avec siège social au 4 place de Strasbourg, L-2565 Luxembourg, immatriculée au registre de commerce de Luxembourg sous le numéro B62985, démissionne avec effet immédiat de son poste d'administrateur et administrateur délégué de la société.

Luxembourg, le 18.05.2011.

MARE-LUX S.A.
Robert MEHRPAHL
Administrateur-Délégué

Référence de publication: 2011072446/15.

(110079533) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2011.

Nuadi Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 100.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 117.466.

—
Les données de l'Associé Unique de la Société ont été modifiées et doivent être lues comme suit:

- R.A. Investment Management S.à r.l., ayant pour siège social le 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Luxembourg, enregistrée au RCS du Luxembourg sous le numéro B 156769.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Robert van 't Hoef
Gérant

Référence de publication: 2011072447/14.

(110079391) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2011.

Parimo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 14, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 153.508.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

S. RETTER.

Référence de publication: 2011072448/10.

(110078758) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2011.

Sealed Air Luxembourg (I) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 89.318.

—
Les comptes annuel au 31 décembre 2010, pour la période du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19.05.2011.

Signature.

Référence de publication: 2011072456/11.

(110078762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2011.

Sealed Air Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 89.341.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2010 pour la période du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19.05.2011.

Signature.

Référence de publication: 2011072457/11.

(110078764) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2011.

Sealed Air Luxembourg S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 89.671.

Les comptes annuel au 31 Décembre 2010, pour la période du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19.05.2011.

Signature.

Référence de publication: 2011072458/11.

(110078763) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2011.

**Ace Asset Management Holding S.A., Société Anonyme Holding,
(anc. Ace Fund Consultant S.A.).**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 27.291.

EXTRAIT

Il résulte du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31.12.2009 tenue en date du 26 novembre 2010 que:

Sont réélus en qualité d'Administrateurs, jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra exceptionnellement en l'année 2011:

- Madame Mireille GEHLEN, née le 18 août 1958 à Luxembourg, demeurant professionnellement au 412 F, Routé d'Esch, L-1471 Luxembourg,

- Monsieur Patrick SCHELLENBERG, né le 10 juillet 1951 à Lancy, Suisse, demeurant professionnellement au 01 Avenue du Tribunal Fédéral, CH-1004 Lausanne, Suisse.

- Monsieur Jean-Hugues DOUBET, né le 07 mai 1974 à Strasbourg (France), demeurant professionnellement au 412 F, Route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

Est réélu Commissaire aux comptes pour la même période:

- H.R.T. Révision S.A., avec siège social au 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg.

Le siège social de la société est transféré du 25, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg au 412 F, Route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

Luxembourg, le 17 mai 2011.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2011072475/26.

(110079779) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mai 2011.

Schroder Capital Investments Fund, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 149.984.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Schroder Capital Investments Fund

Un mandataire

Référence de publication: 2011072462/12.

(110078743) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2011.

Schroder Investment Management (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 37.799.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Schroder Investment Management (Luxembourg) S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2011072463/11.

(110078746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2011.

A.B.S.C. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 4, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 78.099.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 19 mai 2011 que:

- Madame Antonella ORLANDO, employée privée, demeurant 37, rue Emile Klensch Bettembourg.
- Monsieur Hans-Michael, Franz BADER, employé privé, demeurant 24, Zum Höchst D-54296 Trier.

ont été réélus Administrateur leurs mandats prenant fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2013.

Il résulte du même procès-verbal le Commissaire aux Comptes,

- Monsieur Marcel SAUBER, conseiller économique, demeurant 36, rue de Prés, L-7246 Walferdange.

a été réélu jusqu'à de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2013.

Luxembourg, le 19 mai 2011.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2011072472/19.

(110079789) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mai 2011.

LaSalle Zama S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 125.320.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011072440/10.

(110078752) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2011.

Legg Mason Managed Solutions SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-8030 Strassen, 145, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 60.118.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires tenue le 17 mai 2011 à 11.00 heures au siège social 145, rue du Kiem, L-8030 Strassen:

- L'Assemblée a décidé de réélire Mr. Joseph P. LaRocque - 228 Berrywood Drive, Severna Park, Maryland 21146, USA, Mr. Joseph M. Keane 15 Rathasker Heights, Naas, Co. Kildare, Irlande, Mr. John Alldis - 4, Rue Belle-Vue, L-4974 Dippach et Mr. Brian Collins - Festina Lente, Herbert Road, Bray, Co. Wicklow, Irlande au poste d'Administrateur jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires.

- PricewaterhouseCoopers S.à.r.l. ont été réélus en qualité de Réviseur d'Entreprises agréé pour l'année comptable commençant le 1^{er} janvier 2011.

- L'Assemblée a ratifié la réélection de Mr. John Alldis et Mr. Joseph P. LaRocque en qualité d'Administrateur-délégué qui peuvent agir comme représentant unique de la Société et peuvent signer seul tout acte de gestion journalière.

Pour le compte de Legg Mason Managed Solutions SICAV

Signature

Extract of the Annual General Meeting of Shareholders held on 17th May 2011 at 11.00 a.m. at the registered office at 145, rue du Kiem, L-8030 Strassen:

- The Meeting resolved to reelect Mr. Joseph P. LaRocque - 228 Berrywood Drive, Severna Park, Maryland 21146, USA, Mr. Joseph M. Keane 15 Rathasker Heights, Naas, Co. Kildare, Ireland, Mr. John Alldis - 4, Rue Belle-Vue, L-4974 Dippach and Mr. Brian Collins - Festina Lente, Herbert Road, Bray, Co. Wicklow, Ireland as Director until the next Annual General Meeting of Shareholders.

- PricewaterhouseCoopers S.à.r.l. were re-appointed as Réviseur d'Entreprises agréé for the accounting year started 1st January 2011.

- The Meeting ratified the re-election and election of Mr. John Alldis and Mr. Joseph P. LaRocque as Board Appointees who may act as sole representative of the Company and sign alone for any day to day management of the Company's affairs.

On behalf of Legg Mason Managed Solutions SICAV

Signature

Référence de publication: 2011072441/32.

(110078943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2011.

Logica Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 7, Zone d'Activités Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 35.212.

Extrait des décisions prises lors de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 18 avril 2011

Les membres du Conseil d'administration ont décidé d'accepter la démission de Monsieur Jorge Del Rio de son mandat d'administrateur, datée du 7 janvier 2011.

Les membres du Conseil d'administration ont décidé d'accepter la démission de Monsieur Jacques Vinet de ses mandats d'administrateur et d'administrateur délégué à la gestion journalière datée du 1^{er} mars 2011.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2011072442/13.

(110079442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2011.

Logica Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 7, Zone d'Activités Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 35.212.

Extrait des décisions prises lors de la réunion de l'assemblée générale tenue en date du 18 avril 2011

Les associés de la Société ont pris la résolution portant sur la direction de l'entreprise suivante:

L'Assemblée Générale décide de nommer Monsieur Eric NODE LANGLOIS, né le 13 avril 1966 à Paris 17^{ème}, demeurant 56 rue du Rocher 75008 Paris, en qualité d'administrateur de la Société jusqu'à la tenue de l'assemblée ordinaire approuvant les comptes annuels de 2011 qui se tiendra en 2012.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2011072443/13.

(110079442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2011.

Au Sud de l'Est Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3593 Dudelange, 149, route de Volmerange.

R.C.S. Luxembourg B 136.161.

—
Extrait de l'assemblée générale du 23/05/2011

ENTRE

1.- Mlle COVACI Florina, serveuse, née à Baia Mare (Roumanie), le 5 décembre 1978, domiciliée à L-3593, Dudelange, route de Volmerange 149.

Ci-après dénommé «le cédant»,

ET

2. Mlle KOLLO Izabela, née à Tirgu Jiu (Roumanie), le 06 aout 1989

Domiciliée L-3593, Dudelange, route de Volmerange, 149.

Ci-après dénommé «le cessionnaire»,

IL EST PREABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT:

Le cédant est détenteur de cent (100) parts dans le capital de la société AU SUD DE L'EST SARL, ayant son Siège Social à L-3593 Dudelange, route de Volmerange 149, après l'acte 14796, du 26 mai 2009.

D'abord, Florina COVACI, préqualifiée, cède à Izabela KOLLO, préqualifiée, soixante-et-quinze (75) parts de AU SUD DE L'EST SARL pour le prix de un (1.-) euro.

Sont nommés gérants, pour une durée illimitée

1.- Florina Covaci, serveuse, née à Baia Mare (Roumanie), le 5 décembre 1978, domiciliée à L-3593, Dudelange, route de Volmerange 149, gérante technique avec vingt-et-cinq parts (25)

2.- Izabela KOLLO, serveuse, née à Tirgu Jiu (Roumanie), le 06 aout 1989

Domiciliée L-3593, Dudelange, route de Volmerange, 149, gérante administrative avec soixante-et-quinze parts (75)

La Société est engagée par les signatures conjointes de la gérante technique et la gérante administrative.

Fait et passé à Dudelange.

COVACI Florina / KOLLO Izabela.

Référence de publication: 2011072483/28.

(110079772) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mai 2011.

Econocom Location Luxembourg S.A., Société Anonyme,

(anc. Europe Computer Systemes Luxembourg SA).

Siège social: L-8399 Windhof, 4, rue d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 82.134.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 19 mai 2011.

Référence de publication: 2011069683/11.

(110077531) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2011.

Invia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1734 Luxembourg, 2, rue Carlo Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 62.304.

—
Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale annuelle tenue extraordinairement en date du 17 mai 2011

L'assemblée générale annuelle a renouvelé les mandats des administrateurs:

Monsieur Claes WERKELL, Strandvägen 1, SE - 114 51 Stockholm

Monsieur Eric LECLERC, 6a, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg

Madame Martine KAPP, 6a, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg

et du commissaire aux comptes: Monsieur Jos HEMMER, 6a, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg.

Leurs mandats prendront fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2011.

Pour la société
Un administrateur

Référence de publication: 2011067994/17.

(110076696) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2011.

Triton-Vestar Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 160.894.

—
EXTRAIT

Il ressort d'une convention de transfert de parts sociales exécutée en date du 19 mai 2011 entre:

Vestar Capital Partners V, L.P., un limited partnership existant selon le droit des Iles Caïmans, ayant son siège social à Maples Corporate Services Limited, boîte postale 309, Ugland House, Grand Cayman KY-1104, Iles Caïmans, enregistrée sous le numéro 98-0462742,

et

Vestar/Triton Investments Holdings L.P., un limited partnership existant selon le droit des Iles Caïmans, ayant son siège social à Maples Corporate Services Limited, boîte postale 309, Ugland House, Grand Cayman KY-1104, Iles Caïmans, enregistrée sous le numéro MC-4B323,

que l'intégralité des parts sociales, à savoir:

- dix mille deux cent cinquante (10.250) parts sociales de classe A
- deux cent cinquante (250) parts sociales de classe B
- deux cent cinquante (250) parts sociales de classe C
- deux cent cinquante (250) parts sociales de classe D
- deux cent cinquante (250) parts sociales de classe E
- deux cent cinquante (250) parts sociales de classe F
- deux cent cinquante (250) parts sociales de classe G
- deux cent cinquante (250) parts sociales de classe H
- deux cent cinquante (250) parts sociales de classe I
- deux cent cinquante (250) parts sociales de classe J

d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) chacune, ont été transférées de Vestar Capital Partners V, L.P., susnommée, à Vestar/Triton Investments Holdings L.P., susnommée.

Depuis lors, les parts sociales sont détenues par Vestar/Triton Investments Holdings L.P., seul et unique associé de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 23 mai 2011.

Pour extrait conforme

ATOZ SA

Signature

Référence de publication: 2011072321/37.

(110079563) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mai 2011.

Neuheim Lux Group Holding V, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 137.498.

Statuts coordonnés, suite à de l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 20 décembre 2010, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 20 janvier 2011.

Francis KESSELER

Notaire

Référence de publication: 2011072580/13.

(110079701) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mai 2011.
